



COOPÉRATION JUDICIAIRE **Gérald Darmanin aujourd'hui à Alger**

Lire l'article
de A.Z. page 3

ORAN Un monte-charge chute du haut d'un immeuble, deux morts

Lire l'article de J. Boukraa page 5

Le monoxyde de carbone fait deux morts à Oran

Lire l'article de J. Boukraa page 5

CAHIERS DÉCHIRÉS EN FIN D'ANNÉE SCOLAIRE Comment réconcilier les élèves avec les valeurs de l'école ?

Lire l'article de
M. Aziza page 5

FINALE DE LA COUPE DE LA CAF

L'USMA et le sacre de la fierté nationale

Lire l'article de
M. Zeggai page 10



Etats-Unis - Iran
**Le processus de paix
au point mort**

Dimanche, 79^e jour de l'agression américano-sioniste contre l'Iran. Les menaces américaines de reprendre ses bombardements en Iran persistent. De son côté, Téhéran, par la voix du porte-parole des forces armées iraniennes, affirme que «si Trump met ses menaces à exécution» cela entraînera une «riposte plus ferme» et des «attaques surprises» sur l'armée et les intérêts américains.

Mohamed Mehdi

Cette escalade verbale inquiète Islamabad qui a envoyé, dimanche, son ministre de l'Intérieur pour une visite surprise à Téhéran, dans le but de «relancer le processus de paix au point mort entre les États-Unis et l'Iran», a rapporté Al Jazeera, citant le journal pakistanais Dawn. Entre-temps, l'Iran consolide son plan de gestion du détroit d'Ormuz en annonçant des «formalités» auxquelles seront soumis les navires désirant emprunter le passage maritime dans les deux sens.

Par ailleurs, l'Iran renforce ses relations avec la Chine en désignant le président du Parlement, Mohammad Baqer Qalibaf, comme «représentant spécial» pour les «affaires chinoises». Comme le signale Fatima Alsmadi, la chercheuse jordanienne, ce poste a été «précédemment occupé par Ali Larjani», assassiné lors d'une attaque américano-israélienne en avril dernier.

Pour Mme Alsmadi, cette nomination «renforce la voie visant à transformer la relation avec la Chine en un dossier stratégique directement lié à la sécurité nationale, à l'économie, aux sanctions et à l'énergie, et non pas en un simple dossier diplomatique traditionnel géré par le ministère des Affaires étrangères».

**DÉTROIT D'ORMUZ : DE
«NOUVELLES FORMALITÉS»
DE PASSAGE**

Alors que les autorités iraniennes font état de la mise en œuvre de «nouvelles formalités» de passe, Bloomberg affirme que «le trafic maritime commercial dans le détroit d'Ormuz est quasiment à l'arrêt, avec une circulation réduite des navires, la plupart étant liés à des expéditions ou à des entreprises iraniennes». Selon Bloomberg, «aucun navire n'a transité dimanche» contre «10 samedi et 5 la veille».

La télévision publique iranienne (IRIB) a annoncé, hier, de «nouvelles dispositions pour le transit» via ce passage maritime. Il s'agit, selon la même source, de soumettre les armateurs à une «demande de transit par l'intermédiaire du ministère des Affaires étrangères de leur pays au ministère iranien des Affai-

res étrangères». «Dès réception de la demande, le ministère iranien des Affaires étrangères la transmettra à la marine du Corps des Gardiens de la révolution islamique» qui «évaluera les documents du propriétaire, le but du transit, la destination du navire et la nature de sa cargaison». «Si le navire n'appartient pas à un État hostile, une autorisation de transit par le détroit d'Ormuz est délivrée», précise IRIB.

**NÉGOCIATIONS
AVEC ISRAËL : «GRAVES
RÉPERCUSSIONS» SUR LA
STABILITÉ DU LIBAN**

Au Liban, le Hezbollah réitère sa totale opposition aux pourparlers directs entre les autorités libanaises et l'entité sioniste, et considère que cette démarche pourrait déboucher à de graves répercussions sur le plan interne, tout en appelant à un «consensus» autour des «principes nationaux».

Dans une longue déclaration publiée samedi, «le Hezbollah rejette catégoriquement tout diktat, et toute tutelle extérieure, américaine ou autre, qui tente d'imposer par la force au Liban une voie et un destin portant atteinte à sa souveraineté, à son indépendance et à sa dignité».

En clair, le Hezbollah refuse catégoriquement le principal objet de ces négociations qui est le désarmement de la résistance libanaise en échange d'un soi-disant «cessez-le-feu» permanent qu'Israël n'a jamais respecté, ni au Liban ni à Gaza, et rappelle les récentes déclarations des «dirigeants ennemis» annonçant franchement «leurs projets d'implantation sur le territoire libanais».

Le Hezbollah met en garde contre les «graves répercussions» que cette démarche puisse avoir sur «la stabilité du Liban, tant en tant qu'État qu'en tant que société» et appelle les autorités libanaises à «coopérer», pour construire un «consensus national» visant «le retrait ennemi de tout le territoire libanais, la cessation définitive et totale de l'agression, la libération de nos prisonniers héroïques, le retour immédiat des personnes déplacées à leurs villages et villes, et la reconstruction sans aucune restriction, condition, ni obstacle d'aucune sorte».

Conseil des ministres
**Industrie pétrochimique et l'importation
des moutons au menu**

Le président de la République, Chef suprême des Forces armées, ministre de la Défense nationale, M. Abdelmadjid Tebboune, a présidé, hier dimanche, une réunion du Conseil des ministres consacrée à des exposés portant sur les secteurs de l'industrie pétrochimique, des mines, des travaux publics et des eaux, ainsi qu'au suivi de l'avancement de l'opération d'importation de moutons, en

prévision de l'Aïd El-Adha, indique un communiqué de la présidence de la République.

"Le président de la République, Chef suprême des Forces armées, ministre de la Défense nationale, M. Abdelmadjid Tebboune, préside, en ce moment, une réunion du Conseil des ministres, consacrée à des exposés portant sur la stratégie nationale de développement de l'industrie pétrochi-

mique pour la production de matières premières, le suivi de l'avancement de l'opération d'importation de moutons, en prévision de l'Aïd El-Adha, ainsi que le suivi de l'état d'avancement des projets de la ligne minière de Bled El Hadba, de l'extension du Port d'Annaba, de la situation de l'Algérienne des eaux (ADE) et de la gestion des eaux", lit-on dans le communiqué.

ANALYSE

Mustapha AGGOUN

**La rupture qu'on
cherche encore**

Dans une chronique récente, un écrivain algérien revenait sur la

place du penseur libre dans le monde arabe. Il décrivait une relation tendue, presque douloureuse, entre l'intellectuel et le pouvoir politique, comme si le destin du penseur dans nos sociétés était forcément lié à l'effacement, à la marginalisation ou à une certaine invisibilité historique. Le texte était riche, élégant, traversé de références philosophiques et historiques, de Descartes à Ibn Khaldoun en passant par Al-Jahiz. Pourtant, derrière cette construction brillante, une interrogation demeure : cette fameuse rupture entre l'intellectuel et le pouvoir existe-t-elle vraiment telle qu'on nous la présente ? Parce qu'entre le discours de l'exclusion et la réalité des trajectoires individuelles, l'écart peut parfois être considérable.

Il devient difficile de parler d'effacement total lorsqu'un écrivain a longtemps bénéficié d'un accès aux médias publics, animé des émissions culturelles sur des chaînes nationales, participé au choix des invités intellectuels, occupé des fonctions importantes dans des institutions reconnues et publié ses œuvres sans interdiction particulière.

Alors, de quelle exclusion parle-t-on réellement ? Il ne s'agit évidemment pas de nier les tensions qui peuvent exister entre le pouvoir et les intellectuels. Elles sont présentes partout, y compris dans les démocraties les plus établies. Les penseurs critiques dérangent souvent, questionnent, provoquent parfois les gouvernants. Mais transformer cette tension naturelle en récit permanent de persécution finit par produire une vision réductrice, presque caricaturale, de la réalité culturelle algérienne.

L'Algérie n'est pas ce vide intellectuel que certains décrivent avec une mélancolie excessive. Des écrivains publient, des journalistes prennent position publiquement, des universitaires débattent, des romans sortent chaque année, des colloques sont organisés et des plateaux télévisés restent ouverts aux voix intellectuelles. Tout cela existe réellement, malgré les limites, les contradictions et les imperfections que personne ne nie. Le problème se situe peut-être ailleurs.

Une partie de certains intellectuels arabes semble s'être installée dans l'image du penseur incompris ou maudit. Comme si la légitimité intellectuelle ne pouvait naître qu'à travers l'opposition permanente avec l'État ou la société. Comme si toute reconnaissance institutionnelle devenait immédiatement

suspecte. Comme si le penseur devait forcément être isolé, rejeté ou marginalisé pour être considéré comme authentique.

Pourtant, l'histoire intellectuelle souvent évoquée avec nostalgie était bien plus complexe qu'on ne le dit. Les grands penseurs musulmans vivaient fréquemment sous la protection des princes, des califes ou des vizirs. Le rapport entre le savoir et le pouvoir oscillait entre mécénat, intérêt politique et parfois simple nécessité matérielle. Certains furent honorés, d'autres emprisonnés ou humiliés. Présenter cette période comme un âge d'or parfaitement harmonieux entre pensée et politique relève davantage du mythe romantique que de la réalité historique.

Il est aussi étonnant de voir certains intellectuels ignorer les transformations profondes de l'État moderne. Nous ne vivons plus à l'époque des cours abbassides ou des palais andalous. Les sociétés contemporaines fonctionnent à travers des institutions multiples, des médias variés, des universités, des réseaux numériques et des espaces publics éclatés. La relation entre le penseur et le pouvoir n'est plus uniquement verticale ; elle est devenue plus diffuse, plus contradictoire, parfois même dominée par la pression des réseaux sociaux davantage que par celle des gouvernements. C'est peut-être là le véritable enjeu de notre époque.

Aujourd'hui, les menaces qui pèsent sur la pensée ne viennent pas seulement du politique. Elles viennent aussi du populisme intellectuel, de la superficialité numérique, du bruit permanent des réseaux sociaux et de cette culture de l'instant où l'émotion prend souvent le dessus sur la réflexion. Le penseur ne fait plus uniquement face à l'autorité du pouvoir ; il fait aussi face à l'impatience collective, à la logique du buzz et à la violence des jugements immédiats.

Mais cela ne suffit pas pour transformer chaque désaccord ou chaque absence d'influence politique directe en preuve d'oppression historique. Un écrivain peut être lu sans gouverner. Il peut être respecté sans occuper une position de pouvoir. Il peut marquer les consciences sans être au centre de la scène politique. La valeur d'un penseur ne se mesure pas à l'intensité de son conflit avec les institutions, mais à la profondeur des idées qu'il transmet et laisse derrière lui.

Le véritable intellectuel n'a pas besoin de se fabriquer une légende d'exil intérieur pour exister. Sa véritable force réside dans sa lucidité, y compris lorsqu'elle se tourne vers lui-même.

Le Quotidien
D'ORAN

Edition Nationale d'Information
Editée par la SPA
ORAN - PRESSE
au Capital de 195.923.000,00 DA

Président
Directeur Général
Directeur
de la Publication
Mohamed Abdou
BENABBOU

Direction - Administration
Rédaction
63, Ave de l'ANP - Oran
B.P.N°110 - Oran
Tél. 042.06.33.32 / 042.06.04.96
042.06.14.33 / 042.06.03.29

Fax Pub et Rédaction:
042.06.31.98
Imp.: Oran : imprimerie
"Le Quotidien d'Oran"
Alger : imprimerie "Le Quotidien d'Oran"
Constantine : S.I.E.

INTERNET: <http://www.lequotidien-oran.com>
E-mail : infos@lequotidien-oran.com
publicite@lequotidien-oran.com
admin@lequotidien-oran.com

Diffusion : Ouest et Centre : SDPO - Est : SO.DI. PRESSE

«Pour votre Publicité s'adresser à : l'Entreprise Nationale de Communication, d'Édition et de Publicité» - Agence ANEP 01, Avenue Pasteur - Alger - **Téléphone :** 020.05.20.91 / 020.05.10.42 - **Fax :** 020.05.11.48 / 020.05.13.45 / 020.05.13.77
E-mail : agence.regie@anep.com.dz / programmation.regie@anep.com.dz / agence.oran@anep.com.dz / agence.annaba@anep.com.dz / agence.ouargla@anep.com.dz / agence.constantine@anep.com.dz

Coopération judiciaire Gérald Darmanin aujourd'hui à Alger

Le ministre français de la Justice, Gérald Darmanin, est attendu aujourd'hui, lundi à Alger, pour discuter de dossiers du domaine de sa compétence, évoquer la coopération judiciaire entre l'Algérie et la France dans les domaines de la lutte contre la criminalité organisée et le narcotrafic, ainsi que la lutte contre le terrorisme, selon les déclarations du cabinet du ministère à un média français.

A. Z.

L'objectif de ce déplacement du ministre français de la Justice vise «l'ouverture d'un nouveau chapitre de la coopération judiciaire entre nos deux pays», et d'une manière générale la relance d'une collaboration «extrêmement ralentie» et à surmonter un «manque de coopération pour des raisons diplomatiques», a souligné la Chancellerie. Ajoutant que M. Darmanin sera notamment reçu à Alger par son homologue Lotfi Boudjemaa, et l'on annonce dans ce sillage des rencontres entre les hauts magistrats qui accompagnent le ministre français de la Justice, dont la directrice des affaires criminelles et des grâces (DAG) au ministère de la Justice, la procureure nationale anti-criminalité organisée (PNACO) et le procureur national financier (PNF), avec leurs homologues algériens, «pour renouer le contact et faire avancer les dossiers en cours, au service de la sécurité et de la justice dans nos deux pays», ajoute le cabinet. La visite du ministre français fait suite à celle de la ministre française déléguée aux Armées, Alice Rufo, à l'occasion de la célébration des massacres du 8 Mai 45, aux côtés de l'ambassadeur Stéphane Romatet, qui a repris ses fonctions à Alger et celle du ministre de l'Intérieur Laurent Nuñez mi-février, qui avait permis de relancer la coopération sécuritaire entre Paris et Alger. Il est annoncé, par ailleurs, le déplacement, dans les prochains jours, à Paris du ministre de l'Intérieur, Saïd Sayoud, selon des déclarations de son homologue français dans le journal La Tribune Dimanche.

«SIGNAL TRÈS POSITIF»

«C'est un signal très positif. Une coopération sécuritaire se réinstaura progressivement», a salué M. Nuñez. Le ministre de l'Intérieur, Saïd

Sayoud, se rendra à Paris dans «quelques jours», a annoncé le ministre français de l'Intérieur, Laurent Nuñez. «Je vais accueillir mon homologue algérien ici dans quelques jours. C'est un signal très positif. Une coopération sécuritaire se réinstaura progressivement», a affirmé dans une interview au journal 'La Tribune Dimanche' M. Nuñez. Ce dernier explique également dans l'interview qu'il y a, avec son homologue algérien, «un travail d'échange d'informations à réengager sur les trafiquants de stupéfiants, et la collaboration se fait dans les deux sens». Interrogé sur le «rapport de force» avec l'Algérie, prôné par son prédécesseur Bruno Retailleau, il répond : «Sur la partie sécuritaire et migratoire, nous sommes obligés de discuter avec l'Algérie.» «C'est un grand pays, qui a un certain savoir-faire en matière de renseignements et de sécurité. Avoir des échanges avec lui est nécessaire», détaille-t-il. Avec «plusieurs millions de personnes de part et d'autre de la Méditerranée qui sont concernées par la relation franco-algérienne et la vivent très directement», il assène : «Quel est l'intérêt d'avoir un bras de fer dans ces conditions ?». À ses yeux, «ceux qui ne cherchent qu'à braver l'Algérie ne pensent pas aux intérêts de la France, mais à leurs intérêts électoraux».

Dans ce même contexte, le président français Emmanuel Macron avait dit, la semaine dernière, espérer que la récente visite de la ministre déléguée aux Armées marquerait «le début» d'une reprise des relations entre les deux pays, fustigeant les «postures de politique intérieure» des derniers mois qui ont, selon lui, «causé beaucoup de tort» aux deux pays. Le 27 avril, M. Macron avait lancé une pique aux partisans en France d'une ligne dure avec le pouvoir algérien, fustigeant «tous les mabouls» qui veulent «se fâcher avec l'Algérie».

Industrie pharmaceutique et recherche clinique Vers un renforcement du partenariat entre l'Algérie et la Hongrie

Le ministre de l'Industrie pharmaceutique, Ouacim Kouidri, a examiné, dimanche à Alger, avec l'ambassadeur de la République de Hongrie auprès de l'Algérie, Gabor Levente Szarka, les moyens de renforcer la coopération bilatérale dans le domaine de l'industrie pharmaceutique, notamment en matière de recherche, de développement, et des essais cliniques, indique un communiqué du ministère.

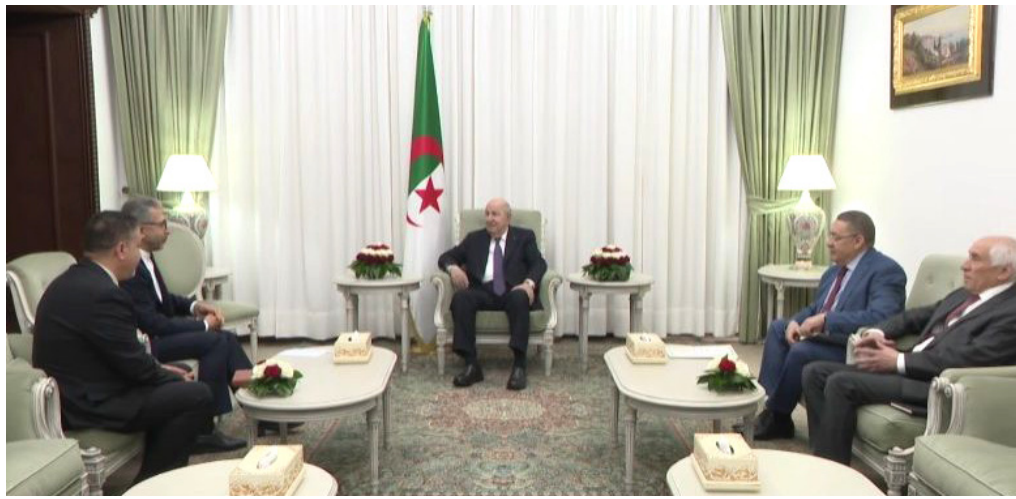
Cette rencontre, tenue au siège du ministère, a été l'occasion de passer en revue les possibilités de partenariat entre les deux pays dans les différentes branches de l'industrie pharmaceutique, en se focalisant sur les domaines de la recherche scientifique et des essais cli-

niques qui connaissent un développement notable en Hongrie, précise la même source.

Les deux parties ont également abordé les perspectives d'échange d'expertises et de connaissances techniques en vue de soutenir et de développer la production pharmaceutique en Algérie, et de renforcer les capacités sanitaires nationales, selon le communiqué.

A cette occasion, les deux parties ont souligné l'importance d'encourager les échanges et d'établir des relations de coopération entre les opérateurs économiques algériens et leurs homologues hongrois, à même d'ouvrir de nouvelles perspectives d'investissement et de partenariat, au service des intérêts des deux pays.

Tebboune reçoit l'ambassadeur d'Iran



Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a reçu, dimanche, l'ambassadeur de la République islamique d'Iran, M. Mohamad Reza Babaie, qui lui a ren-

du une visite d'adieu au terme de sa mission en Algérie.

L'audience s'est déroulée en présence de M. Brahim Merad, ministre d'Etat, chargé de l'Inspection générale

des services de l'Etat et des Collectivités locales, et de M. Amar Abba, conseiller auprès

du président de la République, chargé des affaires diplomatiques.

Attaf reçoit son homologue congolais

Le ministre d'Etat, ministre des Affaires étrangères, de la Communauté nationale à l'étranger et des Affaires africaines, M. Ahmed Attaf, a reçu, dimanche au siège du ministère, le ministre des Affaires étrangères, de la Francophonie et des Congolais à l'étranger, M. Constant-Serge Bounda, qui effectue une visite officielle en Algérie porteur d'une lettre adressée au président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, de la part du président de la République du Congo, pays frère, M. Denis Sassou N'Guesso, indique un communiqué du ministère.

A cette occasion, M. Attaf a renouvelé ses félicitations à son homologue congolais pour sa récente nomination à la tête de la di-

plomatie de son pays", avant de passer en revue avec lui "les différents axes des relations de fraternité et de coopération unissant les deux pays frères et les moyens de les dynamiser davantage, notamment dans les domaines prioritaires pour les deux parties, tels que l'énergie, les mines, l'agriculture, le transport aérien et l'enseignement supérieur", précise le texte.

Les deux ministres ont également procédé à un échange de vues sur "les principaux dossiers et questions d'actualité au niveau continental, particulièrement ceux liés à la crise libyenne, à la lumière des efforts déployés par le Comité de haut niveau de l'Union africaine sur



la Libye, sous la conduite du président de la République du Congo, M. Denis Sassou N'Guesso", conclut le communiqué.

Raïna Raïkoun Mohand El Hocine Ouffroukh

L'ancien président historique des Etat-Unis John F. Kennedy», lors

Ce que l'Algérie attend de nous

de son discours d'investiture le 20 janvier 1961, en s'adressant aux Américains, a dit «Ask not what your country can do for you – Ask what you can do for your country» «Ne demandez pas ce que votre pays peut faire pour vous; demandez ce que vous pouvez faire pour votre pays». Finalement, cette belle expression à caractère purement nationaliste et patriotique, est devenue, au fil des années, une formule universelle célèbre sur le civisme, la responsabilité collective, l'engagement et l'adhésion du citoyen dans le processus de développement de son pays, sa préservation, et la promotion de son sentiment d'appartenance. Cette citation repose sur une inversion de perspective qui s'articule autour de : - sens de devoir : où chaque citoyen a des responsabilités à assumer, comme travailler honnêtement, respecter les lois de la République, participer à la vie sociale et aider la communauté - la solidarité nationale: qui veut dire que le pays ne se construit pas uniquement par les dirigeants mais aussi par toutes les couches sociales de toutes catégories confondues, entre autres: les enseignants, les médecins, les ouvriers, les étudiants les agriculteurs, les entrepreneurs, les jeunes engagés... - le patrimoine actif: qui veut dire qu'aimer son pays ne signifie pas seulement afficher un drapeau ou prononcer des discours de phraséologie ou scander des slogans, mais, plutôt, signifie: protéger les biens publics, lutter contre la corruption, préserver l'environnement, contribuer au progrès économique et culturel, avoir le sens de civisme et de citoyenneté... et dans le contex-

te algérien, cette citation prend une dimension particulière à cause de l'histoire de la glorieuse guer-

re de libération nationale et dont notre pays a perdu les meilleurs de ses chers Hommes et Femmes, des millions de Martyrs, paix à leurs âmes, les défis économiques et sociaux actuels et le rôle important de la jeunesse dans l'essor économique du pays, dans le cadre notamment de développement des compétences, la création de projets et la participation à des initiatives locales – Et pour la société: respecter les espaces publics, encourager le travail sérieux, combattre le favoritisme et la corruption et valoriser le savoir et l'innovation. En effet, cette citation est inspirante, mais elle ne signifie pas que l'Etat n'a aucune responsabilité, mais au contraire, un pays doit aussi: garantir la justice sociale, créer des opportunités, assurer l'éducation et la santé, protéger les droits des citoyens et enrichir les actions sociales à leurs faveurs. L'équilibre est donc important: le citoyen doit participer au développement et la préservation de son pays, mais l'Etat doit également répondre aux besoins légitimes de la population dans le cadre des possibilités disponibles.

En conclusion, cette expression défend l'idée qu'une nation progresse lorsque les citoyens deviennent des acteurs du changement et non de simples spectateurs «non concernés». Dans le cas de l'Algérie, cette formule peut être comprise comme un appel à la responsabilité partagée, le travail, l'unité nationale et la participation active à la construction d'un avenir meilleur pour cette terre prospère, très chère où beaucoup de mères ont souffert. Vive l'Algérie et Gloire à nos valeureux Martyrs.

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE

WILAYA DE SAIDA
DIRECTION DE L' HYDRAULIQUE
SERVICE DE L'ADMINISTRATION ET MOYENS
BUREAU CONTENTIEUX ET DE LA REGLEMENTATION
ET DES MARCHES PUBLICS
NIF : 099020019003732

OPERATION N° : N.1.051.093.01.2020.000.020.24.001

INTITULE DE L'OPERATION: REHABILITATION DE DIX (10) FORAGES A TRAVERS LA WILAYA

AVIS D'ATTRIBUTION PROVISOIRE DE MARCHÉ ET AVIS D'INFRUCTUOSITÉ

Conformément à la loi n° 23-12 du 5 Aout 2023 fixant les règles générales relatives aux marchés publics la Direction De l'Hydraulique de la wilaya de Saida informe l'ensemble des soumissionnaires ayant participé a Avis De La Procedure Negociee Apres Consultation N° 05 /2026 Apres L'infructuosite Pour La 2^{ème} Fois, Publié dans les quotidiens (الشباب) en date du : 26/02/2026 et Le Quotidien D'oran en date du : 26/02/2026), et le BOMOP , et de presse électronique agréées, et qu'après l'ouverture des plis et l'évaluation des offres informe de l'avis d'attribution provisoire de marche a entreprise citée ci-dessous et avis d'infructuosité :

NATURE DU PROJET	ENTREPRISE	MONTANT DU SOUMISSION (DA/TTC)	MONTANT DU MARCHE (DA/TTC) APRES VERIFICATION	DELAI D'EXECUTION	CRITERES DE CHOIX
PROJET :REHABILITA TION DE DIX (10) FORAGES A TRAVERS LA WILAYA : -LotN°06 : Réhabilitation d'un forage Sfid HCDS (Khalfau) commune de Sidi Ahmed.	KAFI SAHRAOUI NIF : 181200103035183	1.780.240,00DA	1.780.240,00DA	02 mois	offre qualifié unique techniquement
-LotN°07 : Réhabilitation d'un forage Oulad melouk commune de Hounet .	INFRUCTUEUX				
-LotN°08 : Réhabilitation d'un forageTebouda commune e Ain El Hadjar.	INFRUCTUEUX				
-LotN°09 : Réhabilitation d'un forage Ferme de issani commune de Sidi Ahmed.	INFRUCTUEUX				
-LotN°10 : Réhabilitation d'un forage Tagouraya commune de EL Hassasna .	INFRUCTUEUX				

Les soumissionnaires intéressés de prendre connaissance des résultats détaillés de l'évaluation de leurs offres techniques et financières sont invités à se rapprocher de la Direction au plus tard trois (03) jours à compter du premier jour de publication du présente avis d'attribution et avis d'infructuosité provisoire de marche ,Les soumissionnaires peuvent introduire des recours auprès de la commission des marches publics de la Wilaya de SAIDA dans un délai de dix (10) jours à compter de la date de la 1^{ère} publication de la presse ou du BOMOP, et de presse électroniques agréées

LE DIRECTEUR

ANEP N° 2631008484 Le Quotidien d'Oran 18/05/2026



ملبنة سيدي خالد المنطقة الصناعية زعرورة - تيارت -
E.P.E/S.P.A LAITERIE SIDI KHALED FILIALE-GIPLAIT
CAPITAL SOCIAL : 666.660.000,00 DA
TEL : 046.22.80.75 / FAX : 046.22.80.76
EMAIL : contact@laiterie-sidikhaled.dz

Tiaret le. 20/04/2026.

Avis D'Annulation d'Appel d'offres
Portant sur la
Fourniture d'ensilage.

Il est porté à la connaissance des soumissionnaires ayant participé à l'appel d'offres national ouvert n° 01/26, paru dans les quotidiens nationaux El Khabar et le Quotidien d'Oran en date du 18/02/2026, portant sur :

La fourniture d'ensilage, que l'appel d'offres ci-dessus est annulé pour le motif suivant: nécessité de service.

La Direction Générale

ANEP N° 2631100444 Le Quotidien d'Oran 18/05/2026

الجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية

REPUBLICUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE

Ministère de l'habitat de l'urbanisme et de la ville
Wilaya de Sidi Bel Abbès
Direction des équipements publics
Service de suivi des opérations à réalisées
N° /DEP/SSOR/2026

وزارة السكن والعمران والمدينة
ولاية سيدي بلعباس
مديرية التجهيزات العمومية
مصلحة متابعة العمليات المنجزة
١٩٨٤ م. ث. ع. م. / ع. م. ع. م.

MISE EN DEMEURE N°01

-Vu le marché des travaux contracté avec l'entreprise **DJELLOULI AMEUR** sise au 30 logements rue **EL SALEM 02 Bloc A N° 06** Wilaya de **SAIDA** , visé par le contrôleur budgétaire en date du 18/08/2025 sous le N° 961 , relatif à la Réalisation d' une demi-pension type 200 R au collège **RIABI ABDICHE** à **MERINE** .
-Vu l'ordre de service de démarrage enregistré sous le N° 222 du 24/08/2025.

-Vu l'ordre de service de démarrage enregistré sous le N° 222 du 24/08/2025.

- Vu le retard enregistré dans l'exécution des travaux objet du marché,

-Vu ma correspondance N°2573 du 09/11/2025 transmis à l'entreprise afin de renforcer le chantier en moyens humains et matériels et notamment le matériel en

renforcer le chantier en moyens humains et matériels et rattraper le retard enregistré et accélérer le rythme des travaux.

- Vu la correspondance du chef daira N°480/2026 en date du 01/03/2026 signalant le retard enregistré sur l'avancement des travaux.

Sur la base de ce qui précède, l'entreprise DJELLOULI AMEUR est mise en demeure dans un délai de 48 heures de prendre les dispositions nécessaires et renforcer le chantier en moyens humains et matériels nécessaires et d'achever les travaux objet du marché dans le plus bref délai.

Faute de quoi des mesures coercitives seront prises à vos torts exclusifs conformément à la réglementation en vigueur.

ANEP N° 2631008502 Le Quotidien d'Oran 18/05/2026

- ANEP N° 2631008502 Le Quotidien d'Oran 18/05/2026



République Algérienne Démocratique & Populaire
Ministère de l'Habitat & de l'Urbanisme & de la Ville Et de L'Aménagement du Territoire
Office de Promotion & de Gestion Immobilière de la Wilaya d'El Bayadh

AVIS D'INFRUCTUOSITE DE L'APPEL D'OFFRE

NIF: 099632010774718

2026 136 هـ

En application du décret présidentiel n°15/247 du 16/09/2015 article 65 alinéas, Et la loi N°12-23 du 06-08-2023 portant réglementation des marchés publics, l'office de promotion et de gestion immobilière d'El-Bayadh porté à la connaissance de l'ensemble des soumissionnaires ayant participé à l'avis d'appel d'offre national ouvert avec exigence des capacités minimales n°31/2026 du 23/04/2026, parue dans les quotidiens MODJAMAE portant Achèvement des travaux de 250/400 logements LPA et 50 locaux commerciaux et 25 Logements Libres Programme 2018.Route d'Aslou-EL BAYADH en lots séparés, que attribution provisoire et d' infractuosité et comme suite :

Site	Projet	Entreprise	lot	NOTE TECH	Délais	Montant de L'offre	Montant de Corriger	Remarque
El-Bayadh	Achèvement des travaux de 2507400 logements LPA et 50 locaux commerciaux et 25 Logements Libres	Aucun soumissionnaire	01-02-06-07			Infructueux		Aucun soumissionnaire

Soumissionnaires non qualifiés sont invités dans un délai de 03 jours à compter du premier jour de la parution de l'attribution provisoire, à prendre la connaissance des résultats détaillés de l'évaluation de leurs offres techniques et financières.

En application de l'article 82 du décret présidentiel n° 15247 du 16/09/2015 portant réglementation des marchés publics et des délégations de service public, tout soumissionnaire qui conteste ce choix peut introduire un recours auprès de la commission des marchés publics de l'OPGI d'E/BAYADH dans un délai de 10 jours à partir de la 1ère parution du présent avis d'attribution provisoire.

ANEP N° 2631008464 Le Quotidien d'Oran 18/05/2026

Cahiers déchirés en fin d'année scolaire
Comment réconcilier les élèves avec les valeurs de l'école ?

M. Aziza

Le phénomène des cahiers et manuels scolaires déchirés de vant les établissements éducatifs, à la fin de chaque année scolaire, a reculé mais il n'a pas disparu. Et ce, malgré les campagnes nationales de collecte et de recyclage lancées par le ministère de l'Éducation nationale.

Dans une déclaration au 'Le Quotidien d'Oran', le président de l'Union nationale des parents d'élèves, Hamid Saâdi, a indiqué que l'opération de récupération des cahiers usagés a bien fonctionné dans certains établissements, mais elle a encore du temps devant elle pour l'élimination totale de ces comportements inacceptables.

Il a souligné que la réussite de cette initiative nécessite l'implication de tous les acteurs concernés, sans exception. Selon lui, toute nouvelle démarche demande du temps avant de produire les résultats escomptés.

Évoquant les raisons de ce comportement, Hamid Saâdi explique que certains considèrent cette pratique comme un effet de mode. Même les élèves les plus calmes cherchent parfois à s'affirmer et à se faire remarquer auprès de leurs camarades. Il



s'agit d'une forme de mimétisme, où chacun reproduit ce que fait l'autre, un phénomène amplifié par les images largement diffusées sur les réseaux sociaux.

D'autres attribuent ce comportement à la pression scolaire ressentie par les élèves, mais aussi par les parents et les enseignants. Pour certains, déchirer les cahiers représente une forme d'expression ou de protestation contre la surcharge des programmes, ainsi qu'un moyen de relâcher la tension accumulée durant les examens.

Ce manque d'attachement à tout ce qui symbolise le savoir et l'enseignement doit interpeller l'ensemble de la société. Il est nécessaire d'engager une réflexion approfondie avec les spécialistes en la matière

afin de réconcilier les élèves avec les valeurs de l'école, le respect du livre et l'importance du savoir.

Il convient de rappeler que la campagne nationale de collecte des cahiers et livres usagés a été reconduite cette année pour sa deuxième édition. Elle vise à lutter contre le gaspillage scolaire, à protéger l'environnement et à sensibiliser les élèves à l'écocivisme.

Organisée par le ministère de l'Éducation nationale en partenariat avec les collectivités locales, les associations et les entreprises de recyclage, cette opération prévoit l'installation de points de collecte dans les écoles, collèges et lycées afin de récupérer les cahiers, feuilles et anciens manuels destinés au recyclage du papier.

Maladies rares
Des professionnels plaident pour des centres de référence

M. Aziza

Le professeur Azzedine Mekki, chef du service de pédiatrie du CHU Nefissa Hamoud, a souligné l'urgence de structurer davantage la prise en charge des maladies rares en Algérie. Intervenant à l'occasion d'une journée d'information consacrée à la neurofibromatose de type 1 (NF1), organisée avant-hier par AstraZeneca à l'hôtel Sofitel, à Alger, le Pr a plaidé au même titre de l'ensemble des intervenants pour la création de centres de référence pour les pathologies rares.

Selon lui, 109 maladies rares sont aujourd'hui enregistrées par le ministère de la Santé, une avancée importante qui permet l'accès aux traitements les plus adaptés. Toutefois, le spécialiste estime que la disponibilité de médicaments innovants ou efficaces ne suffit pas, à elle seule, à garantir une prise en charge optimale, précisant qu'un centre de référence demeure une nécessité. « Nous disposons aujourd'hui de traitements spécifiques, souvent très coûteux, mais leurs indications ne sont pas toujours posées de manière adéquate. D'où l'intérêt d'un centre de référence pour assurer une prise en charge globale du patient », a-t-il expliqué.

Le Pr a rappelé que les maladies rares touchent fréquemment plusieurs organes et nécessitent, de ce fait, une approche pluridisciplinaire associant pédiatres, oncologues, neurologues, dermatologues et autres spécialistes. Cette coordination doit, selon lui,

s'inscrire dans un cadre structuré à travers des réunions de concertation réunissant tous les acteurs concernés. Le professeur a insisté également sur le fait que la mise en place de ces centres ne requiert pas nécessairement d'importants moyens financiers. « Il suffit surtout de mieux s'organiser et d'optimiser les ressources déjà existantes », a-t-il affirmé. Cette revendication devrait, selon lui, trouver sa concrétisation dans le futur Plan national des maladies rares, actuellement en cours d'élaboration.

FORMER POUR RÉDUIRE L'ERRANCE DIAGNOSTIQUE

Le Pr Mekki a, par ailleurs, mis l'accent sur la nécessité de renforcer la formation des jeunes médecins, qu'ils soient généralistes ou spécialistes. Il a souligné que de nombreuses maladies rares restent sous-diagnostiquées, entraînant une errance diagnostique parfois longue et préjudiciable pour les patients. Il plaide ainsi pour l'intégration de cette thématique aussi bien dans la formation médicale continue que dans les cursus universitaires de graduation et de post-graduation.

Pour illustrer ses propos, il a cité la neurofibromatose de type 1, considérée comme l'une des maladies rares les plus fréquentes et généralement perçue comme bénigne, alors qu'elle demeure souvent insuffisamment diagnostiquée. Pourtant, affirme-t-il, « son diagnostic repose essentiellement sur des critères cliniques, cela ne nécessite pas d'examens complexes ». «

Une observation attentive de la peau suffit souvent à identifier les signes caractéristiques », a-t-il précisé.

De son côté, la professeure Fatiha Gachi, chef du service d'oncologie pédiatrique au Centre Pierre et Marie Curie (CPMC) et responsable du Centre national de référence de la neurofibromatose, a regretté que la majorité des patients atteints de la maladie de Recklinghausen (NF1) consultent à un stade déjà compliqué, nécessitant des traitements lourds. La Pr Gachi a également déploré l'absence d'un registre national permettant de disposer de statistiques fiables sur la prévalence de la neurofibromatose de type 1 dans notre pays. « Nous recevons pourtant de nombreux patients atteints de cette pathologie, classée parmi les maladies rares », a-t-elle indiqué.

Les spécialistes ont confirmé que des traitements efficaces existent déjà pour prendre en charge les patients. Le médicament le plus adapté qui a déjà prouvé son efficacité ailleurs est déjà enregistré par les autorités sanitaires et devrait être mis à disposition dès l'obtention de son autorisation de mise sur le marché (AMM).

La neurofibromatose de type 1 est une affection génétique rare caractérisée par des manifestations très variables. Elle peut se traduire par des taches café au lait sur la peau, et par le développement de neurofibromes (tumeurs bénignes des nerfs), des atteintes osseuses telles que la scoliose, des troubles de l'apprentissage chez l'enfant ainsi qu'un risque accru de tumeurs malignes.

Parmi les principaux services proposés, figure "le prélèvement automatique pour le paiement des cotisations", constituant "une nouvelle étape vers une gestion numérique moderne et un service public plus efficace".

La 25e édition s'ouvre
 aujourd'hui
Des exposants de 41 pays attendus au SITEV

La 25e édition du Salon International du tourisme et des voyages (SITEV) s'ouvre, aujourd'hui lundi au Palais des expositions des Pins maritimes (Alger), avec la participation d'exposants issus de 41 pays, dont la République du Tchad comme invitée d'honneur.

Dans une déclaration dimanche à l'APS, le Commissaire du SITEV, M. Djaffar Bouslimani, a indiqué que cette édition, placée sous le slogan "Algérie, un tourisme authentique et un développement durable", sera "exceptionnelle", compte tenu du nombre d'exposants qui dépasse les 450 participants d'Algérie et de l'étranger.

Dans ce cadre, M. Bouslimani a souligné qu'avant le lancement officiel du Salon, qui se poursuivra jusqu'au 21 mai, un voyage d'exploration a été organisé au profit de représentants de 59 pays, dont des journalistes et des opérateurs du secteur touristique, pour visiter certains principaux sites touristiques nationaux dans les wilayas d'Alger, Annaba, Oran et Tlemcen, en vue de promouvoir la destination touristique Algérie.

Quant au programme de cette édition, M. Bouslimani a précisé que cet événement verra la participation de 50 start-up spécialisées dans la promotion numérique

que des produits touristiques algériens, ce qui constitue en soi une valeur ajoutée pour le Salon, ajoutant que ces entreprises auront pour mission de "présenter et proposer différentes solutions et offres destinées aux organismes activant dans le domaine du tourisme".

Dans le même sillage, le commissariat du Salon a consacré, cette année, une plateforme numérique dédiée à l'événement, en remplacement du site classique, ce qui permettra "une interaction directe entre les exposants, les différentes structures touristiques, et les agences de tourisme et de voyages, afin de créer des opportunités de partenariat prometteuses à l'avenir".

La 25e édition du SITEV sera marquée par la participation des guides touristiques formés dans le cadre de la convention conclue entre les ministères du Tourisme et de l'Artisanat, et de la Formation et de l'Enseignement professionnels, qui contribueront à faire connaître les atouts de la destination touristique Algérie tout au long du Salon.

Il est prévu, en outre, l'annonce de plusieurs offres touristiques à des prix compétitifs, destinées aux familles et à la communauté nationale établie à l'étranger, et ce, à l'occasion de la saison estivale 2026.

Oran
Un monte-charge chute du haut d'un immeuble, deux morts

Deux ouvriers ont trouvé la mort, hier dimanche, dans un tragique accident survenu sur le chantier d'un immeuble en cours de construction au quartier Es-Seddikia, dans la commune d'Oran, après la chute d'un monte-charge depuis le 13e étage.

Selon les informations communiquées par les services de la protection civile, l'accident s'est produit en début d'après-midi lorsqu'un monte-

charge, sur lequel se trouvaient les deux victimes, a brusquement chuté du haut de l'immeuble. Le drame a causé le décès sur place des deux hommes, âgés de 54 et 56 ans. Les corps ont été évacués vers la morgue de l'hôpital 1er Novembre.

Une enquête a été ouverte par les services compétents afin de déterminer les circonstances exactes de ce drame.

J. Boukrra

Oran
Le monoxyde de carbone fait deux morts

Deux personnes ont perdu la vie, hier dimanche, suite à une intoxication au monoxyde de carbone dans un domicile situé au quartier Maraval, dans la commune et daïra d'Oran. Le mort serait dû à l'inhalation d'émanations de gaz brûlés provenant d'un chauffe-bain, selon les premières informations communiquées par les services de la protection civile dont les élé-

ments sont intervenus peu avant 13 h. À leur arrivée sur les lieux, les secours ont constaté le décès des deux victimes, un homme âgé de 48 ans et une femme de 78 ans.

Après l'accomplissement des procédures légales d'usage, les dépouilles ont été déposées au service de la morgue du centre hospitalo-universitaire d'Oran Dr. Benzerdjeb.

J. Boukrra

CASNOS
Lancement prochain d'un nouveau service numérique

La Caisse nationale de sécurité sociale des non-salariés (CASNOS) a annoncé, dimanche dans un communiqué, le lancement prochain de nouvelles facilitations numériques au profit de ses affiliés, leur permettant de béné-

ficier de services administratifs à distance. La Caisse a précisé que ces nouvelles facilitations permettront à ses affiliés de bénéficier de services administratifs à distance "en toute simplicité et sécurité, sans avoir à se déplacer vers les agen-

Pour commémorer la Nakba Des dizaines de milliers de manifestants marchent à travers l'Europe et les Etats-Unis

Des dizaines de milliers de personnes ont manifesté samedi dans plusieurs capitales européennes et grandes villes américaines à l'occasion du 78e anniversaire de la Nakba palestinienne, dénonçant la poursuite de l'agression sioniste dans la bande de Ghaza ainsi que les violences en Cisjordanie occupée, au Liban et en Syrie, rapporte l'agence palestinienne d'information Wafa.



Des marches et rassemblements coordonnés ont eu lieu notamment à Paris, Londres, Stockholm, Athènes, New York et Washington à l'appel d'organisations pro-palestiniennes, de mouvements de gauche et de collectifs de défense des droits humains.

A Paris, des dizaines de milliers de personnes ont participé à une marche organisée notamment par l'association française militant pour la reconnaissance des droits du peuple palestinien «EuroPalestine» et plusieurs associations pro-palestiniennes.

Les manifestants ont dénoncé la poursuite des bombardements sionistes sur la bande de Ghaza, l'intensification des opérations militaires sionistes en Cisjordanie occupée ainsi que les frappes menées au Liban et en Syrie.

Parmi les participants figuraient la députée française Mathilde Panot, présidente du groupe parlementaire «La France insoumise - Nouveau Front Populaire», ainsi que Olivia Zémor, présidente du collectif EuroPalestine.

L'avocat et militant franco-palestinien Salah Hammouri a également pris la parole, affirmant que les événements actuels à Ghaza s'inscrivaient dans la continuité de la Nakba palestinienne de 1948.

A Stockholm, plusieurs milliers de personnes se sont rassemblées sur la place

«Odenplan» pour réclamer un cessez-le-feu immédiat à Ghaza et dénoncer les «crimes de guerre» commis par l'entité sioniste. A Athènes, des manifestants ont défilé en brandissant des drapeaux palestiniens et des pancartes appelant à des sanctions internationales contre l'entité sioniste.

Les manifestants ont scandé des slogans réclamant un cessez-le-feu permanent, la levée du blocus imposé à Ghaza et des poursuites judiciaires contre les responsables sionistes accusés de violations du droit international. A Londres, plusieurs rassemblements ont été organisés dans le centre de la capitale britannique.

A New York, les participants se sont rassemblés au Washington Square Park avant le départ de la marche. Les discours et slogans ont principalement porté sur le génocide en cours dans la bande de Ghaza, la solidarité avec Al-Qods et la mosquée Al-Aqsa, tandis que les manifestants ont établi un parallèle entre le déplacement des Palestiniens en 1948 et les événements actuels dans les territoires palestiniens.

De nombreux manifestants ont également brandi des clés symboliques en signe d'attachement au droit au retour, considéré comme l'un des symboles majeurs associés à la commémoration de la Nakba.

Dans la capitale américaine Washington, des rassemblements et marches similaires ont

été organisés à proximité de la Maison Blanche, avec la participation de Palestiniens et d'activistes solidaires de différentes nationalités. Les participants ont appelé à la fin de l'agression sioniste génocidaire contre Ghaza et à la cessation des souffrances des civils.

Chaque année, le 15 mai, les Palestiniens commémorent la Nakba, en référence à l'exode massif ayant accompagné l'occupation de la Palestine en 1948. Plus de 700 000 Palestiniens avaient alors été expulsés. Ces manifestations interviennent dans un contexte de poursuite de l'agression sioniste contre bande de Ghaza qui dure depuis octobre 2023.

L'agression génocidaire sioniste contre la bande de Ghaza a fait 72.757 martyrs et 172.645 blessés, en majorité des femmes et des enfants, depuis le 7 octobre 2023, selon un nouveau bilan communiqué samedi par les autorités sanitaires palestiniennes. La Cour internationale de justice, saisie par l'Afrique du Sud, a estimé en janvier 2024 qu'il existait un «risque plausible de génocide» à Ghaza et a ordonné à l'entité sioniste de prendre des mesures visant à prévenir des actes entrant dans le cadre de la Convention sur le génocide. De son côté, la Cour pénale internationale a émis des mandats d'arrêt contre de hauts responsables sionistes pour crimes de guerre et crimes contre l'humanité commis dans la bande de Ghaza.

Peine de mort pour les prisonniers palestiniens Un crime légalisé et un défi au droit international

Par. KhaledChebli*

L'adoption par la Knesset israélienne, le lundi 30 mars 2026, d'une loi instaurant la peine de mort à l'encontre des prisonniers palestiniens marque une escalade sans précédent dans la violation des droits humains et du droit international humanitaire. Avec 62 voix en faveur, 48 contre et une abstention, cette loi est désormais applicable après sa publication officielle. Plus qu'un simple amendement législatif, il s'agit d'une déclaration institutionnelle de discrimination et de violence systématique, visant exclusivement la population palestinienne et légalisant, en pratique, le meurtre ciblé.

Selon ce texte, tout Palestinien reconnu coupable de meurtre «dans le but d'empêcher l'existence du peuple d'Israël sur son territoire» peut être condamné à mort. La loi permet aux juges de prononcer la peine par majorité simple, sans nécessité d'un consensus, prive le détenu du droit d'appel et de recours à la grâce, et prévoit l'exécution après seulement 90 jours. Ces dispositions mettent en lumière non seulement une privation des droits à un procès équitable, mais également un biais raciste clair, puisque les citoyens israéliens ayant commis des crimes similaires ne sont pas concernés.

D'un point de vue juridique international, la loi constitue une violation manifeste du Statut de Rome de la Cour pénale internationale et relève des crimes de guerre selon l'article 8. Elle enfreint également le Pacte international relatif aux droits civils et politiques, qui garantit le droit d'appel et la révision des condamnations. La suppression du droit à la grâce accentue encore la discrimination, tandis que la majorité simple pour prononcer la peine de mort facilite l'application rapide d'une sanction extrême touchant des milliers de civils palestiniens.

Les Conventions de Genève imposent des limites strictes. La troisième Convention relative au traitement des prisonniers de guerre stipule le respect de la dignité des détenus, interdit toute forme de violence ou de menace de mort, et exige un procès devant un tribunal régulier avec toutes les garanties judiciaires, y compris le droit de recours et de révision[1]. La quatrième Convention, protégeant les civils dans les territoires occupés, interdit les représailles collectives et les traitements cruels, limite strictement le pouvoir du gouvernement occupant en matière pénale, et exige des garanties judiciaires renforcées avant toute peine capitale[2].

Cette loi soulève plusieurs préoccupations majeures :

1. Caractère discriminatoire : Elle cible spécifiquement les Palestiniens, violant le principe d'égalité devant la loi, fondement du droit international et du droit interne.

2. Exécution accélérée : La peine est prévue pour être exécutée après 90 jours seulement, réduisant drastiquement le droit d'appel et de révision, transfor-

mant la peine en outil de répression politique et de vengeance collective.

3. Instrumentalisation du système judiciaire : La philosophie de la loi, visant à « briser la volonté de l'adversaire », transforme la justice en arme politique, en contradiction totale avec les normes internationales qui prohibent l'utilisation du droit à des fins de contrôle ou de punition collective. La rapidité avec laquelle la loi a été adoptée -moins de six mois depuis sa lecture préliminaire- démontre la détermination des autorités à légaliser un instrument officiel de persécution et de violence létale. Les expériences passées avec les tribunaux militaires israéliens ont montré qu'ils sont souvent formels et dépourvus des garanties élémentaires : les aveux sont fréquemment obtenus sous la torture, et les détenus subissent des traitements inhumains, allant du refus de rencontre avec leurs avocats à la malnutrition, les abus physiques et psychologiques, et le déni de soins médicaux.

Les rapports onusiens, notamment celui de la Dre Francesca Albanese, dénoncent la torture systématique et les conditions inhumaines dans les prisons israéliennes, où les politiques punitives se traduisent par des décès de prisonniers palestiniens. La loi sur la peine de mort n'est qu'une extension légale de cette violence organisée, renforçant la continuité d'une politique qui s'apparente à l'extermination ciblée.

Face à ce contexte, le silence international équivaut à complicité. La communauté internationale, y compris l'ONU, est appelée à :

- Exiger l'arrêt immédiat de la mise en œuvre de cette loi discriminatoire,
- Mettre en œuvre les mécanismes de responsabilité pénale pour les crimes de guerre,
- Garantir réparation et justice aux victimes,
- Contraindre l'État occupant au respect du droit international humanitaire.

Cette loi représente un test critique pour le droit international et les mécanismes de reddition de comptes. Les déclarations verbales ne suffisent plus ; l'inaction conduit à la normalisation des violations et au renforcement de l'impunité. Les Palestiniens sont non seulement victimes de meurtre délibéré, mais également de l'échec international à protéger le droit et la justice, et ce, tant que la communauté internationale n'agira pas avec détermination.

Références et sources juridiques:

[1] Troisième Convention de Genève relative au traitement des prisonniers de guerre, 1949, articles 13, 84, 100, 101.

[2] Quatrième Convention de Genève relative à la protection des civils en temps de guerre, 1949, articles 27, 32, 33, 64, 68, 71-75.

[3] Rapport de la Dre Francesca Albanese sur la torture et les conditions inhumaines des prisonniers palestiniens.

*chercheur universitaire en droit constitutionnel et affaires parlementaires

Chlef

En attendant la baisse des prix du poisson...

Le ministre de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche, Yacine El-Mahdi Oualid, a supervisé samedi dans la wilaya de Chlef le lancement de la campagne de pêche au thon rouge de l'année 2026.

Dans une déclaration à la presse en marge du lancement de cette campagne dans la commune de Ténès, le ministre a indiqué que la principale nouveauté de cette saison réside dans "la récupération par l'Algérie, après plusieurs années, de son quota estimé à 2.467 tonnes, ainsi que la concrétisation, pour la 1ère fois dans notre pays, de l'expérience d'engraissement du thon".

Cette saison se distingue également par la participation de 41 navires de pêche au thon rouge, dont sept (7) construits localement, ainsi qu'un navire inauguré.

Elle est aussi marquée par l'autorisation accordée, pour la 1ère fois, aux petits pêcheurs de prendre part à cette campagne, dans l'objectif d'assurer la disponibilité de ce produit halieutique en quantités suffisantes et au meilleur prix, selon M.Oualid.

Dans la commune de Beni Haoua, le ministre a assisté au lancement de la campagne nationale d'aquaculture en cages flottantes. Il a fait état d'une prévision de doublement de la pro-

duction nationale cette année, avec un volume de 14.000 tonnes contre 7.000 tonnes l'année dernière. L'objectif étant de produire 20.000 tonnes.

M.Oualid a souligné que cette importante production permettra une baisse des prix du poisson "qui sera perceptible au cours des prochains mois", soulignant la volonté de son département ministériel de prendre toutes les mesures nécessaires afin d'assurer la disponibilité de ce produit au profit du consommateur au meilleur prix.

Par ailleurs, le ministre a indiqué que la wilaya de Chlef connaît une dynamique importante dans le domaine de l'aquaculture, au point d'être désormais "un pôle important" dans ce secteur, notamment dans la production de daurade et de loup de mer.

A noter que M.Oualid a procédé, au cours de cette visite, à l'inauguration de plusieurs projets vitaux relevant du secteur de la pêche et de l'aquaculture, dont un nouveau navire de pêche au thon et une zone d'activités aquacoles à Sidi Abderrahmane.

Clôture du salon du livre

Abbad Miloud

La 5e édition du salon du livre Has Siba Benbouali s'est achevée à la maison de la culture. Le salon a vu la participation de 12 maisons d'édition. Trente écrivains venant de plusieurs wilayas et 15 autres de Chlef ont assisté à cette édition.

Lors de cette édition, un hommage a été rendu à Samia Zennadi, décédée le 20 janvier 2025, fondatrice avec son mari Karim Cheikh, des éditions algériennes APIC. De même la 7e session du café littéraire de Chlef a été organisée avec pour thème "les déportées algériennes", animée par l'écrivain Mustapha Hadj Ali.

Un débat a été organisé sur l'ouvrage

de Harichane Abdelkader intitulé "le génocide de Ghaza". Le dernier jour, Nassira Saib, organisatrice du salon, a organisé une visioconférence. Six étudiants palestiniens poursuivant leurs études à l'université de Chlef ont été mis en liaison avec onze étudiants palestiniens et leur professeur Docteur Zahid, à partir de Ghaza.

La discussion a porté sur un ouvrage, rédigé en anglais, qui regroupe des témoignages de la guerre à Ghaza. Il sera traduit en Algérie de l'anglais à l'arabe par les éditions APCI. M.Laib, directeur de l'entreprise "les presses du chelif" a remercié le wali, le directeur de la culture et des arts ainsi que le maire de Chlef pour leur soutien.

Tiaret

Sadaoui reçoit l'élève Manar Ben Mastoura

Le ministre de l'Education nationale, M. Mohammed Seghir Sadaoui, a reçu l'élève prodige Manar Ben Mastoura, suite à sa brillante démonstration lors de sa participation à un concours international télévisé de calcul mental en Russie, a indiqué, dimanche un communiqué du ministère.

M. Sadaoui a reçu, samedi, l'élève Manar Ben Mastoura, accompagnée de ses parents, saluant sa brillante démonstration lors d'un concours international télévisé de calcul mental en Russie. Le ministre a souligné que "cet exploit illustre les capacités des élèves algériens à briller dans les différentes manifestations internationales, aussi bien à travers des parcours scolaires classiques, que par des initiatives individuelles qui mettent en avant les jeunes talents", précise la même source.

M. Sadaoui a précisé que le secteur de l'Education nationale "accorde une grande importance à la découverte et à la prise en charge des élèves brillants, notamment dans les matières scientifiques, à travers des mécanismes structurés de sélection et de formation, permettant leur encadrement progressif en vue de leur parti-

cipation aux olympiades et aux compétitions internationales, grâce à des parcours de formation spécialisés, supervisés par des enseignants et des experts en la matière".

Lors de cette rencontre, il a été question de "la possibilité d'accompagner l'élève dans son parcours scientifique à l'avenir, à travers son intégration dans des programmes de formation et de préparation aux compétitions internationales des olympiades de mathématiques, de manière à développer ses capacités et à renforcer sa présence dans les défis scientifiques de haut niveau".

A noter que l'élève Ben Mastoura poursuit ses études au lycée Mohamed Boudiaf à Tiaret (deuxième année, filière mathématiques). Elle a réussi grâce à sa participation à ce concours international de calcul mental diffusé sur une chaîne russe, "à livrer une performance remarquable, en résolvant plusieurs défis mathématiques complexes en un temps record, lui valant les éloges du jury du concours sur la précision de ses réponses et sa rapidité dans la résolution des défis, en faisant preuve d'une haute maîtrise du calcul mental", conclut le communiqué.

Sidi Bel-Abbès

Près de 170 kg de kif saisis

Cinq (05) individus ont été arrêtés et plus d'un quintal de Kif traité a été saisi par la Gendarmerie nationale à Sidi Bel-Abbès, tandis que plus de 238.000 comprimés de psychotropes ont été saisis par des détachements combinés de l'Armée nationale populaire du secteur militaire de Béchar, indique un communiqué du ministère de la Défense nationale (MDN).

"Dans la poursuite des opérations qualitatives exécutées par les unités de l'Armée natio-

nale populaire dans le cadre de la lutte contre les barons de la drogue et des narcotrafiquants, et grâce à une exploitation optimale des informations, le personnel du Groupement territorial de la Gendarmerie nationale de Sidi Bel-Abbès en 2e Région militaire a arrêté, hier 16 mai 2026, (5) individus, et saisi un quintal (1) et 68 kilogrammes de Kif traité à bord d'un camion, alors que des détachements combinés de l'Armée nationale populaire du

Secteur militaire de Béchar en 3e Région militaire, ont saisi une importante quantité de comprimés psychotropes qui s'élèvent à 238.506 comprimés de type Prégabaline 300 mg", précise le communiqué.

"Ces opérations confirment, une fois de plus, la détermination des unités de l'Armée nationale populaire à travers ces différentes composantes à lutter contre toute tentative visant la sécurité du citoyen", souligne la même source.

Naâma

Le chantier du dédoublement de la RN6 lancé

Les travaux de réalisation du premier tronçon du projet de dédoublement et de modernisation de la route nationale (RN) n° 6 reliant les communes de Labiodh et de Bougtob (wilaya d'El Bayadh) ont été lancés samedi, a-t-on appris auprès des services de la wilaya. Le lancement de cette première tranche a été supervisé par le secrétaire général de la wilaya chargé de la gestion des affaires de la wilaya de Naâma, Messaoud Boulaâras.

Les travaux portent sur un tronçon de 10 km pour une enveloppe financière de 910 millions DA, avec un délai de réalisation fixé à dix mois, selon la même source. Cette opération s'inscrit dans le cadre du vaste projet de dédoublement de la

RN6, qui traverse la wilaya de Naâma sur une distance de 273 km, depuis la commune Labiodh au nord jusqu'à Djeniene Bourezg au sud. Les services de la wilaya ont précisé que 143 km ont déjà été réalisés dans le cadre de ce programme.

Le projet vise à concrétiser les objectifs du schéma national d'aménagement du territoire, à travers l'adaptation de cette infrastructure routière à l'augmentation du trafic entre les wilayas du Sud-Ouest et les régions du nord du pays. La RN6 constitue, à ce titre, l'un des principaux axes routiers reliant le nord et le sud dans l'ouest du pays. S'étendant sur environ 2.163 km, cette route relie la ville de Sig (wilaya de Mascara) à la commune frontalière de

Timiaouine (wilaya de Bordj Badji Mokhtar), a rappelé le secrétaire général de la wilaya.

Le projet permettra également de réduire les points noirs et les virages dangereux à l'origine de nombreux accidents de la circulation, d'améliorer la fluidité du trafic et les conditions de transport, tout en renforçant la sécurité routière et en facilitant l'acheminement des marchandises entre les régions du nord et du sud du pays. Les travaux de cette première tranche seront suivis, dans les prochains jours, du lancement des deux autres tranches de 10 km et 11 km, portant ainsi à 31 km le linéaire concerné par les travaux au niveau de la limite territoriale entre les wilayas de Naâma et d'El Bayadh, selon la même source.

Béchar

Convention entre l'Agriculture et le patronat

Une convention cadre a été signée, dimanche entre le secteur de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche et l'Union nationale du patronat et des entrepreneurs (UNPE), dans le but de dynamiser l'investissement, revitaliser les filières stratégiques et favoriser le développement de projets agricoles à travers la wilaya de Béchar, a indiqué le directeur local des Services agricoles (DSA), Abderrabi Hamal.

La signature de cette convention-cadre vise, outre le renforcement du partenariat entre les secteurs public et privé, à promouvoir l'investissement et à encourager les acteurs économiques à investir dans la production agricole, ainsi que dans le développement des différentes filières stratégiques de la région, afin de renforcer la sécurité alimentaire, a précisé Mohamed Yazid Meliani, président

de l'UNPE, en marge d'une rencontre régionale consacrée au thème : "Développement économique et social dans le Grand Sud : perspectives et défis", organisée par l'Union à la Maison de la culture Kadi-Mohamed de Béchar.

Cette rencontre, à laquelle ont participé des représentants des autorités de la wilaya, des directeurs locaux de divers secteurs d'activité, des opérateurs économiques, ainsi que des représentants de plusieurs entreprises et sociétés publiques économiques, a porté sur les différentes mesures préconisées par l'Etat pour inciter et encourager l'investissement privé dans les secteurs porteurs du sud du pays, notamment l'agriculture, les mines, l'industrie de transformation, le tourisme et les services.

Les travaux ont été marqués par un large débat entre les

participants autour de plusieurs questions liées à la simplification des procédures administratives et techniques nécessaires à la concrétisation des projets d'investissement, ainsi qu'à leur financement et à leur accompagnement par les services compétents de la wilaya.

Les participants ont également débattu de questions relatives au développement de la recherche et de l'innovation, à la promotion de solutions technologiques modernes, ainsi qu'au renforcement de la collaboration et de la coordination entre les différents secteurs concernés, afin de promouvoir l'investissement et de consolider le partenariat entre les secteurs public et privé.

La rencontre a également permis l'installation des membres du bureau de wilaya de l'UNPE et a marqué le lancement officiel de ses activités.

El Bayadh

Des colonies de vacances pour 900 enfants

Neuf cent (900) enfants et jeunes bénéficieront du programme des colonies de vacances au titre de la saison estivale 2026 dans la wilaya d'El Bayadh, élaboré par le ministère de la Jeunesse, selon la Direction de la jeunesse et des sports (DJS).

Le directeur du secteur, Kadour Meziane a indiqué que les inscriptions à ce programme créatif, culturel et éducatif s'effectuent via la plateforme numérique du ministère de tutelle, soulignant que cette initiative vise à offrir des espaces de détente et de loisirs aux jeunes, tout en contribuant au dévelop-

pement de leurs compétences durant la période estivale.

Par ailleurs, la wilaya a abrité, samedi, les épreuves finales pour l'obtention du certificat d'animateur de centres de vacances et de loisirs, avec la participation de 19 candidats.

Cet examen s'est déroulé au niveau du Centre de loisirs scientifiques relevant du secteur de la jeunesse et des sports, en présence du directeur de l'Institut national de formation des cadres de la jeunesse de Tixeraine (Alger), Mohamedi Mohamed, ainsi que de responsables et cadres du secteur.

Selon les organisateurs, cette opération s'inscrit dans le cadre du renforcement de l'encadrement des centres de vacances et de loisirs, à travers la formation et la qualification d'animateurs aptes à accompagner et encadrer les enfants et jeunes bénéficiaires des différents programmes estivaux.

Les candidats admis exerceront leurs fonctions d'animateurs pour une durée de cinq ans au sein des centres de vacances et de loisirs, avant une éventuelle promotion au poste de directeurs de centres, conformément à la réglementation en vigueur.

Préparatifs de la saison estivale Les projets d'aménagement passés au peigne fin

À quelques semaines du lancement officiel de la saison estivale 2026, les autorités de la wilaya d'Oran accélèrent les préparatifs afin d'assurer un accueil optimal des estivants et garantir des conditions de détente répondant aux attentes des citoyens.

J. Boukraa

Dans cette dynamique, le wali d'Oran, Ibrahim Ouchène, a effectué samedi une importante sortie de terrain consacrée au suivi des travaux d'aménagement des plages et des infrastructures d'accompagnement à travers plusieurs communes côtières de la wilaya. Cette visite d'inspection, qui s'inscrit dans le cadre de la préparation de la saison estivale 2026, a permis au chef de l'exécutif local d'évaluer l'état d'avancement des projets pris en charge par la Direction des travaux publics et des infrastructures de base, notamment les opérations liées à l'amélioration de l'accessibilité, à la sécurisation des plages et à l'aménagement des espaces destinés aux estivants.

La première étape de cette tournée a conduit le wali à la plage Saint-Roch, dans la commune d'Aïn El Turck, où il a inspecté les travaux d'aménagement en cours ainsi que les structures relevant de

la Sûreté nationale et de la Protection civile. À cette occasion, des instructions fermes ont été données afin d'accélérer le rythme des travaux et de respecter les délais de livraison fixés au 30 mai prochain.

À la plage Trouville, toujours dans la commune d'Aïn El Turck, le wali a constaté l'état d'avancement des projets de réalisation des sièges de la Protection civile et de la Sûreté nationale, dont la réception est prévue dans les prochains jours. Ces infrastructures visent à renforcer les dispositifs de sécurité et d'intervention durant toute la saison estivale. La visite s'est ensuite poursuivie à la plage de La Madrague, où d'importants travaux sont engagés, notamment l'ouverture d'un accès routier et l'aménagement d'un parking destiné aux visiteurs. Le wali a insisté sur le respect des normes de qualité et sur la nécessité de sécuriser les espaces réhabilités, en particulier les plages qui étaient auparavant fermées en raison de difficultés d'accès ou de l'absence d'équipements nécessaires.

Au niveau de la plage Nakhil, le chef de l'exécutif a inspecté les préparatifs liés à la saison estivale, notamment l'aménagement d'un centre de la Sûreté nationale. Il a également instruit le président de l'Assemblée populaire communale d'El Ançor de veiller à la propreté des lieux et à la réhabilitation de l'entrée de la plage. À la plage des Andalouses, le wali a réitéré ses orientations concernant l'entretien de l'environnement, l'aménagement des accès et le respect des normes de qualité dans la réalisation

des structures de la Protection civile. L'objectif affiché demeure l'amélioration du cadre d'accueil des estivants et la préservation de l'image touristique du littoral oranais.

Dans la commune d'Aïn El Kerma, le wali a également inspecté le projet de route menant à la plage de Cap Blanc. Les travaux, supervisés par la Direction des travaux publics, permettront un accès direct et sécurisé à cette plage grâce à l'ouverture et à l'aménagement d'une nouvelle voie. La tournée a également comporté une visite à la station de dessalement d'eau de mer de Cap Blanc où le wali s'est enquis des conditions de fonctionnement de cette infrastructure stratégique. Il a été constaté que l'usine fonctionne normalement, garantissant ainsi la continuité de l'approvisionnement en eau potable. Enfin, lors de l'inspection des travaux d'aménagement des plages de la commune d'Aïn El Turck, le wali d'Oran a insisté sur l'impératif d'achever tous les projets avant le début de la saison estivale. Il a également rappelé la nécessité de préserver le principe de gratuité d'accès aux plages, de lutter contre toute forme d'exploitation illégale des espaces balnéaires et d'assurer une organisation rigoureuse des parkings.

À travers cette vaste opération de terrain, les autorités locales entendent offrir aux citoyens des plages propres, accessibles, sécurisées et aménagées dans les meilleures conditions, tout en valorisant le potentiel touristique du littoral oranais à l'approche de l'été 2026.

Entre «La Pépinière» et «Point du jour» Les travaux de rénovation du réseau électrique en voie d'achèvement

Les travaux du projet de rénovation et de renforcement du réseau de distribution d'électricité moyenne tension, sur une distance d'environ 4 kilomètres, allant de la zone de «La Pépinière» jusqu'au quartier «Point du jour», dans la ville d'Oran, sont sur le point d'être achevés, a-t-on appris, samedi, auprès de la Direction de distribution de l'électricité et du gaz de la wilaya.

Selon la même source, le taux d'avancement des travaux a at-

teint environ 90%, en attendant l'achèvement des dernières retouches et la mise en service du projet. Ce projet devrait contribuer à l'amélioration de la qualité du service et à la satisfaction des besoins croissants des clients, notamment dans le contexte de l'expansion urbaine que connaît la wilaya.

Le projet vise également à améliorer le rendement du réseau électrique, à réduire les pannes techniques, ainsi qu'à

renforcer la stabilité de l'alimentation en énergie électrique au profit des citoyens.

La Direction de distribution de l'électricité et du gaz d'Oran a fait part de son engagement à poursuivre la concrétisation des différents projets de modernisation et de renforcement des réseaux électriques, afin de garantir un service public de qualité et d'accompagner le développement urbain à travers les différents quartiers et zones.

En perspective de l'opération de relogement le 05 juillet Des instructions pour l'achèvement de tous les travaux avant le jour J

J. Boukraa

Accélérer les opérations de relogement des familles vivant dans des bâtisses menaçant ruine et finaliser les logements destinés à la distribution du 5 juillet prochain. Telles sont les principales instructions données par le wali d'Oran, M. Ibrahim Ouchène, lors de la réunion de suivi consacrée au secteur de l'habitat. En effet, le wali a présidé, samedi, une réunion de travail dédiée au suivi des projets de logement et à l'examen de plusieurs dossiers liés au relogement des familles occupant des immeubles anciens et fragilisés, ainsi qu'à l'état d'avancement des logements prévus pour être attribués à l'occasion de la célébration de la fête de l'Indépendance du 5 juillet.

En ouverture de la rencontre, le directeur du logement a présenté un exposé détaillé sur les travaux de la commission de wilaya chargée du recensement et du suivi des immeubles vétus-

tes et menaçant effondrement.

Cette commission, installée le 24 mars 2026, a été mise en place dans le cadre d'une vaste opération d'évaluation visant à établir des données précises et actualisées concernant le nombre de bâtiments concernés, les logements occupés ou fermés ainsi que les locaux commerciaux existants. Depuis le lancement de ses travaux, la commission a effectué quinze sorties de terrain ayant permis d'inspecter 37 immeubles répartis à travers plusieurs quartiers de la wilaya, jusqu'au 13 mai 2026. Des fiches techniques détaillées ont été établies pour chaque bâtiment afin de disposer d'un diagnostic complet de la situation et d'accélérer les procédures de prise en charge des familles concernées.

À cette occasion, le wali

d'Oran a insisté sur la nécessité d'achever rapidement cette opération afin d'engager les relogements dans les meilleurs délais et de procéder à la démolition des bâtisses fragiles et menaçant ruine, dans le but de préserver la sécurité des citoyens. La réunion a également permis d'examiner la situation des logements destinés à être distribués à l'occasion du 5 juillet prochain.

Le chef de l'exécutif a donné des instructions fermes pour finaliser l'ensemble des travaux d'aménagement, de viabilisation et de raccordement des différents réseaux afin que les logements soient prêts à être attribués dans les délais fixés, aussi bien dans la formule du logement public locatif (LPL) que dans celle du logement promotionnel aidé (LPA).

Horaires des prières pour Oran et ses environs

1er dhou el hidja 1447

El Fedjr 04h16	Dohr 13h00	Assar 16h47	Maghreb 20h07	Icha 21h39
-------------------	---------------	----------------	------------------	---------------



Diabète infantile Le CHUO lance un programme d'éducation thérapeutique à l'insuline



J. Boukraa

Face à la progression préoccupante du diabète de type 1 chez l'enfant, le service de pédiatrie « Marfan » du Centre hospitalo-universitaire d'Oran a lancé une initiative médicale et pédagogique consacrée à l'éducation thérapeutique intensive autour du traitement fonctionnel à l'insuline (ITF). Une démarche innovante qui place l'enfant diabétique et sa famille au cœur de la prise en charge. Encadré par le professeur Niar Skina, ce programme spécialisé vise à accompagner les jeunes patients vers une meilleure autonomie dans la gestion quotidienne de leur maladie. Sous le slogan « Apprendre, pratiquer et maîtriser », le service a mis en place un ensemble d'ateliers interactifs destinés aux enfants atteints de diabète de type 1 ainsi qu'à leurs parents. Les séances organisées combinent théorie et exercices pratiques afin d'aider les familles à comprendre les mécanismes du traitement fonctionnel à l'insuline, notamment le calcul précis des doses selon les apports en glucides contenus dans les repas. Cette approche moderne permet aux enfants de bénéficier d'une plus grande liberté alimentaire tout en maintenant un équilibre glycémique stable.

Les ateliers ont également accordé une place importante à l'accompagnement psychologique et éducatif des familles,

appelées à jouer un rôle essentiel dans le suivi du traitement et l'adaptation quotidienne à la maladie. Médecins, infirmiers et encadreurs spécialisés ont travaillé en étroite coordination afin de transmettre des méthodes simples et efficaces favorisant une meilleure qualité de vie pour les patients. En parallèle, un volet de formation professionnelle a été dédié au personnel médical et paramédical dans le but d'actualiser les connaissances sur les nouvelles pratiques d'éducation thérapeutique et d'unifier les protocoles d'accompagnement destinés aux enfants diabétiques. Cette initiative intervient dans un contexte marqué par une hausse notable des cas de diabète infantile.

À titre de rappel, près de 280 nouveaux cas de diabète de type 1 chez l'enfant ont été enregistrés durant les quatre premiers mois de cette année par le service de pédiatrie « Amilcar Cabral » du CHUO. Une évolution qui illustre la pression croissante exercée sur les structures de santé spécialisées et l'importance de renforcer les mécanismes de prévention, de suivi et d'éducation thérapeutique. Les spécialistes soulignent également que les nouvelles technologies médicales, notamment les dispositifs de surveillance glycémique en continu et les outils connectés, contribuent aujourd'hui à améliorer considérablement le contrôle de la maladie et à réduire les risques de complications.

Pour promouvoir la pêche responsable et préserver la ressource halieutique Campagne de sensibilisation dans les ports d'Oran

Une campagne de sensibilisation au profit des professionnels du secteur de la pêche a été lancée, lundi dans les ports de pêche de la wilaya d'Oran, dans le but de les sensibiliser à l'importance de la préservation de la ressource halieutique et de l'ancrage des principes de la pêche responsable, a indiqué le directeur de la Chambre de la pêche et de l'aquaculture d'Oran, Hamri Abdelbasset. Le même responsable a précisé que cette campagne, organisée à l'initiative de la Direction de la pêche et de l'aquaculture de la wilaya d'Oran, en coordination avec la Chambre de la pêche et de l'aquaculture, ainsi que l'Institut technologique de la pêche et de l'aquaculture d'Oran, se poursuivra, mardi au port de Kristel, où des rencontres de sensibilisation seront organisées avec les professionnels de la pêche autour de l'importance du respect de la taille marchande des poissons, notamment à l'approche de la saison de pêche à la sardine, ainsi que de la nécessité d'utiliser des filets conformes aux normes en vigueur.

La campagne vise ainsi à rappeler, entre autres, l'obligation de respecter la taille marchande minimale de la sardine, fixée à 11 centimètres, conformément à la réglementation en vigueur, afin de garantir la reproduction de cette ressource marine et de préserver la pérennité du stock halieutique. La sensibilisation mettra éga-

lement l'accent sur l'importance de l'utilisation de filets réglementaires dotés de mailles conformes aux normes techniques, permettant d'éviter la capture des petits poissons et de protéger la ressource halieutique contre l'épuisement, une question déjà soulignée lors de précédentes campagnes de sensibilisation organisées dans les ports du pays. La campagne comprendra également des explications sur l'importance de l'assurance sociale au profit des marins et des professionnels du secteur, ainsi qu'une présentation des offres de formation disponibles susceptibles de développer les compétences et d'améliorer les performances professionnelles dans le secteur. Des informations seront également fournies sur les offres d'assurance et les dispositifs de soutien à l'investissement destinés aux acteurs de la pêche et de l'aquaculture.

Cette initiative s'inscrit dans le cadre des efforts visant à accompagner les professionnels de la pêche et à renforcer le développement durable du secteur, à travers l'implication de différentes institutions et organismes concernés, notamment la Caisse nationale des assurances sociales des travailleurs salariés (CNAS), la Caisse nationale des retraites (CNR), l'Agence nationale d'appui et de développement de l'entrepreneuriat « NESDA » ainsi que l'Institut technologique de la pêche et de l'aquaculture d'Oran.

Constantine

Première cargaison de moutons importés de Hongrie

Un lot de 400 têtes de moutons importées de Hongrie est arrivé, dimanche, à l'aéroport international Mohamed-Boudiaf de Constantine, à bord d'un avion-cargo, dans le cadre de l'opération d'importation des moutons en prévision de l'Aïd El-Adha.



Dans une déclaration à la presse, le Directeur des services agricoles (DSA) de la wilaya, Baddredine Kherchi, a indiqué que cette opération s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre de la décision du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune et conformément aux orientations du ministère de tutelle. Le même responsable a précisé que ce lot constitue "la première cargaison de moutons importés de Hongrie", ajoutant qu'un dispositif de transport aérien a

été mobilisé à cet effet depuis samedi et se poursuivra jusqu'à mardi. Il a également souligné que le recours au transport aérien vise à "accélérer l'opération de réception des moutons destinés au sacrifice, de manière à permettre leur distribution dans les délais fixés et à assurer l'approvisionnement du marché en temps opportun".

Le même responsable a ajouté que l'ensemble des lots devant arriver à l'aéroport international de Constantine seront soumis à une quarantaine sa-

nitaire sous la supervision de médecins vétérinaires, et ce conformément au protocole sanitaire en vigueur, avant leur acheminement vers les points de vente.

Selon la même source, l'opération d'importation des bêtes sacrificielles de l'Aïd El-Adha se poursuivra au cours des prochains jours par la réception d'autres cargaisons, lesquelles seront orientées, selon le programme arrêté, vers les centres dédiés à cet effet à travers plusieurs wilayas.

El Tarf

Coup de balai estival

Une campagne de nettoyage des plages autorisées à la baignade a été lancée, samedi, sur la plage de Messida, dans la commune de Souarekh, mettant à contribution près de 800 jeunes dans le cadre des préparatifs en cours de la saison estivale 2026.

Cette campagne de plusieurs jours, lancée à l'initiative de la direction de l'environnement en coordination avec les secteurs concernés, et dont le lancement a été supervisé par le wali, Mohamed Meziane, vise à "nettoyer 10 plages autori-

sées à la baignade à travers la wilaya afin d'améliorer le cadre environnemental et d'offrir des conditions propices à l'accueil des vacanciers lors de la prochaine saison touristique", a-t-on indiqué. Des jeunes affiliés à des associations sportives, de jeunesse et aux Scouts musulmans algériens (SMA), des acteurs de la société civile, des travailleurs du Centre d'enfouissement technique (CET), des communes et de plusieurs entreprises participent à cette campagne placée sous le slogan "Ensemble, préservons la

propreté de nos plages". Le wali a insisté sur la nécessité d'intensifier ce type d'initiatives bénévoles visant à protéger l'environnement côtier en prévision de la saison estivale".

Afin d'assurer le succès de cette campagne, les services concernés ont mobilisé tous leurs moyens matériels, notamment des tracteurs et camions pour collecter et évacuer les déchets jonchant les plages.

Rappelons que la wilaya d'El Tarf compte 20 plages où la baignade est autorisée et 11 autres où elle est interdite.

Mila

Chantier pour restaurer la vieille ville

B. Bousselah

Dédiée à la sauvegarde de la vieille ville de Mila, l'association des "amis du vieux Mila", présidée par le professeur Abdelaziz Segni, a tenu samedi un séminaire sur la vieille ville de Mila. Saisissant l'engouement du public en ce mois du patrimoine à la bibliothèque du centre ville, les membres de l'association ont tenu à faire connaître aux participants l'histoire de la ville à travers six communications animées par des universitaires

et spécialistes en archéologie. Abordant le thème Milev, un musée à ciel ouvert, le Dr Alaoui a précisé que cette cité aux constructions antiques reste parmi les rares être habitée. Lui succédant, Pr Khellaf a abordé le thème "mosquées sanctuaires d'Algérie". Pour sa part le wali, Fayçal

Amrouche, a informé l'assistance que la vieille ville qui s'étale sur 37 hectares a bénéficié d'une opération de réhabilitation et d'enlèvement des terres qui se sont accumulées au fil du temps ainsi que la restauration de la mosquée de Sidi Ghanem (Abou Hajir Ddinar), souligné le wali.

Horaires des prières pour Alger et ses environs				
1er dhou el hidja 1447				
El Fedjr	Dohr	Assar	Maghreb	Icha
03h55	12h45	16h34	19h54	21h28
Horaires des prières pour Constantine et ses environs				
El Fedjr	Dohr	Assar	Maghreb	Icha
03h44	12h31	16h20	19h39	21h12



Bouira

Baignade dans les barrages : campagne pour éviter le pire

Farid Haddouche

La wali, Mme Houria Agoun, accompagnée du directeur général de l'Agence nationale des barrages et transferts (ANBT), a supervisé le lancement de la douzième édition de la campagne nationale de sensibilisation aux dangers de la baignade dans les barrages, organisée cette année dans la wilaya de Bouira sous le slogan : « Votre vie est précieuse... ne la perdez pas en vous baignant dans un barrage. » L'événement s'est déroulé au barrage de Tilesdit, dans la commune de Bechloul. Mme la wali a souligné que cette campagne de sensibilisation s'inscrit dans le cadre des efforts continus déployés pour promouvoir la prévention des noyades dans les barrages et autres plans d'eau. Elle a insisté sur le rôle de la sensibilisation comme moyen le plus efficace de pro-

téger des vies et d'éviter les tragédies liées à la baignade dans des zones interdites et dangereuses, notamment chez les enfants et les jeunes. Elle a également souligné que l'État accorde une grande importance au soutien de ce groupe d'âge grâce à des programmes et activités organisés dans les différentes communes de la wilaya, tels que le Plan Bleu, des camps d'été et des sorties organisées à la plage pour les enfants des zones rurales, sans oublier la gratuité d'accès aux piscines de la wilaya. Les autorités publiques travaillent également au développement d'infrastructures sportives et récréatives et d'espaces sécurisés permettant aux jeunes de passer leur temps libre dans des conditions appropriées. Le succès de ces campagnes de sensibilisation, a assuré la même source, demeure une responsabilité collective qui exige les efforts de tous.

Boumerdès

Ouverture du salon national des produits de confiserie

Le ministre du Commerce extérieur et de la Promotion des exportations, Kamel Rezig, a présidé, samedi à Boumerdès, l'ouverture de la 1ère édition du Salon national des produits de confiserie, biscuiterie et chocolat.

Dans une déclaration à la presse à cette occasion, le ministre a estimé que cette manifestation, organisée sous le slogan "Des perspectives prometteuses pour l'exportation" et réunissant 71 exposants de différentes wilayas du pays, constitue "un maillon de communication entre les différents opérateurs économiques" ainsi qu'"une opportunité propice au rapprochement entre les entreprises participantes afin d'échanger expériences et expertises", et ce dans le but de "relever le taux d'intégration et, par conséquent, réduire le volume des matières premières importées".

Il a affirmé, à ce propos, que les produits actuellement disponibles sur le marché national sont "majoritairement de fabrication nationale", ajoutant que "presque toutes les marques produites dans ce domaine disposent de marchés extérieurs", tout

en répondant aux besoins locaux.

Après avoir annoncé que le Salon des produits de confiserie, biscuiterie et chocolat, initié par le ministère du Commerce extérieur et de la Promotion des exportations en coordination avec la wilaya de Boumerdès, sera organisé annuellement au même endroit et à la même période, M. Rezig a indiqué que son département ministériel œuvrera à augmenter le nombre de participants lors des prochaines éditions. Le ministre a également souligné que ce Salon (du 16 au 19 mai), et auquel participent les plus grandes entreprises spécialisées du secteur, s'inscrit dans le cadre des activités du ministère visant à faire connaître les produits locaux qui "jouissent désormais d'une réputation mondiale" en matière de qualité et d'emballage.

Il vise également à promouvoir ces produits sur le marché national et à l'étranger, à mettre en valeur les capacités nationales de production dans le secteur des industries agroalimentaires et à renforcer les opportunités d'exportation vers les marchés extérieurs.

Alger

Hommage à Abdelkrim Dali

«L'intemporel», un concert musical en hommage à Cheikh Abdelkrim Dali (1914- 1978), figure de proue de la musique andalouse, a été animé samedi soir à Alger, par une pléiade d'artistes à l'occasion du 48ème anniversaire de sa disparition.

Organisé à l'Opéra d'Alger Boualem-Bessaih, sous l'égide du ministère de la Culture et des Arts, par la Fondation Cheikh Abdelkrim Dali à l'occasion du 48e anniversaire de sa disparition, cet événement célèbre l'héritage artistique exceptionnel de cette icône de la musique algérienne.

Dans son allocution, Wahiba Dali, présidente de la Fondation Cheikh Abdelkrim Dali, a souligné que cet événement "célèbre une figure emblématique de la musique andalouse et symbole de fierté qui continue de faire rayonner la culture algérienne à travers le monde". A travers cet hommage, a-t-elle poursuivi, la Fondation vise à mettre en avant l'importance de "transmettre le génie musical d'Abdelkrim Dali aux nouvelles générations et préserver son héritage qui, a-t-elle dit,

a "façonné l'identité musicale algérienne", en rappelant le lien profond entre son œuvre et les festivités traditionnelles algériennes. Sous la direction de Leila Kebir, l'orchestre de la Fondation a accompagné plusieurs interprètes de l'Andalou, avec ses trois écoles, qui ont revisité, de célèbres pièces de Sannâ, une des trois variantes de la musique andalouse dont Abdelkrim Dali était une de ses figures marquantes.

Sur une scène unique, Lila Borsali, Wahab Djazouli, Asma Ait Chaabane, Nassima Haffaf et Rifel Kalfat, ont revisité plusieurs titres du Cheikh Abdelkrim Dali notamment "Saha Aid-koum", un de ses chefs-d'œuvre incontournables. Auparavant, la Fondation a rendu également hommage à des artistes et chefs d'orchestre de l'école Sennâ d'Alger, pour leur engagement pédagogique et contribution dans la transmission du patrimoine musical algérien. A cette occasion, Mohamed Chérif Saoudi et Haroun Moussa, anciens élèves d'Abdelkrim Dali, ainsi que Naguib Kateb et Abdelouahab Boukouroura ont été honorés.

Finale de la coupe de la CAF L'USMA et le sacre de la fierté nationale



M. Zeggai

Dans une finale d'une intensité rare, jouée dans une ambiance incandescente et sous une pression extrême, l'USM Alger a une nouvelle fois écrit l'histoire du football africain en offrant à l'Algérie un 13^e titre interclubs.

Au terme d'un match d'une grande densité tactique et émotionnelle, les Usmistes ont su puiser dans leurs ressources mentales et physiques pour faire à une équipe du Zamalek accrocheuse qui a eu l'avantage de mener au score dès le début de la partie en transformant un pénalty par leur international palestinien Oday Debbagh.

Mais loin de se laisser déstabiliser, les nôtres ont répondu avec caractère, une grande rigueur tactique et une solidarité collective à toute épreuve. Malgré la pression, les Algériens sont restés fidèles à leurs principes de jeu et gardant leur sang-froid dans les moments délicats. Au fil des minutes, cette confrontation s'est transformée en véritable bataille stratégique entre le Zamalek qui cherchait le KO. Cela n'a pas empêché le team Usmiste de réaliser une belle prestation et se procurer plusieurs occasions nettes de scorer avec les Dehiri, Khaldi qui a eu plusieurs opportunités de « tuer » le match.

En dépit des incursions des Egyptiens, les 'Rouge et Noir', grâce à leur détermination sans faille, ont tenu le coup. Mais en l'absence de réussite devant le but, le score est resté inchangé jusqu'au coup de sifflet final, la décision s'est finalement jouée lors

de la cruelle série des tirs au but, c'est tout un groupe qui a fait preuve d'un mental d'acier. Tireurs lucides, encadrement exemplaire, public en or : tout a concouru à un dénouement en apothéose au bout du suspense. En somme, ce sacre n'est pas seulement une victoire sportive. Il est le symbole d'un football algérien capable de briller sur les scènes les plus exigeantes pourvu qu'on y mette les moyens. L'USMA a défendu avec honneur les couleurs nationales avec une démonstration de grandeur qui restera gravée dans les mémoires.

LAMINE NDIAYE : LE BÂTISSEUR D'UNE ÉQUIPE RETROUVÉE

Arrivé à un contexte particulier, Lamine Ndiaye a pu transformer profondément son équipe. En un laps de temps assez court, le coach sénégalais a réussi à instaurer une nouvelle dynamique, redonnant confiance au groupe et insufflant une véritable identité de jeu à l'USMA. Là où certains ne voyaient qu'un effectif en difficulté, lui est parvenu à faire émerger un groupe compétitif, capable de s'imposer en Afrique. Au-delà des résultats enregistrés sur le terrain, c'est surtout l'état d'esprit affiché par les joueurs qui témoigne de l'impact de son passage. L'équipe joue désormais avec plus de caractère, de confiance et d'envie, donnant l'impression d'avoir retrouvé une âme. Arrivé dans la discrétion, Lamine Niaye a rapidement marqué l'histoire des 'Rouge et Noir'. En

seulement trois mois, le technicien sénégalais a conduit les Usmistes vers un doublé historique, avec à la clé un sacre en coupe de la CAF ainsi qu'une victoire en coupe d'Algérie. Sous sa direction, l'USMA a également validé sa qualification pour la super coupe d'Afrique, confirmant ainsi son retour en force sur la scène continentale et Liamine Ndiaye s'est imposé comme l'un des grands artisans du succès des joueurs de l'USMA.

LE PUBLIC USMISTE, UNE MARQUE DÉPOSÉE

L'explosion de joie des joueurs et des supporters Usmistes après le pénalty décisif transformé par Likonza a prouvé la communion intense entre l'équipe et son public, marqué par des scènes de liesse incroyables dans les tribunes. Les supporters de l'USM Alger ont une nouvelle fois marqué les esprits au Caire.

A travers leur ambiance, alliant créativité, organisation et ferveur, les fans des 'Rouge et Noir' ont adressé un message au continent africain, confirmant la réputation du public de l'USMA comme l'un des plus passionnés et innovants du continent. Un hommage particulier revient à l'ensemble des supporters usmistes qui ont participé à cette démonstration exceptionnelle dans les tribunes. Ce qui témoigne une nouvelle fois de l'attachement profond du public à son équipe ainsi que de sa capacité à représenter dignement les couleurs de l'Algérie sur la scène continentale.

Scènes de liesse populaire à Alger

Les rues de la capitale ont vibré l'avant-hier soir au rythme des chants, klaxons et scènes de liesse populaire, après le nouveau sacre continental de l'USM Alger, vainqueur du Zamalek d'Egypte en finale de l'édition 2026 de la Coupe de la CAF.

Vainqueurs (1-0) au match-aller, les Usmistes ont réussi leur délicate mission au Caire, dans une enceinte presque entièrement acquise à la cause du club égyptien, pour remporter leur deuxième sacre continental dans cette compétition, après celui de 2023, remporté face aux Tanzaniens de Young Africans. Cet

exploit du représentant du football algérien a rapidement transformé plusieurs quartiers et artères de la capitale en une immense scène de célébration populaire.

Klaxons assourdissants, feux d'artifice illuminant le ciel nocturne et drapeaux rouge et noir brandis aux fenêtres ont donné à Alger des allures de grande fête. De Bab El Oued à Soustara, en passant par la place des Martyrs et le quartier du 1er-Mai, des foules nombreuses ont envahi les rues, scandant les noms des héros de la soirée. Des youyous fusaient des balcons tandis que les chants des supporters résonnaient dans tous les

quartiers, annonçant de grandes festivités, appelées à se poursuivre toute la nuit et probablement pendant les prochains jours dans les différents fiefs du club algérois.

Ce nouveau sacre continental permet à l'USM Alger d'ajouter un deuxième trophée africain à son palmarès et de rejoindre ainsi le cercle des clubs ayant réalisé pareille performance, à l'image de son adversaire du jour. Dans les rues de la capitale, les supporters n'ont pas manqué de rappeler cette statistique avec fierté, célébrant l'entrée de leur équipe parmi les grandes formations du continent africain.

Le président de la République félicite l'USM Alger pour son sacre

Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a félicité l'USM Alger, qui a remporté la coupe de la Confédération africaine de football, après avoir dominé le Zamalek d'Egypte aux tirs au but (8-7), en finale (retour), au stade olympique du Caire. « Toutes mes félicitations à l'USM Alger, qui a brillamment remporté la

Coupe de la Confédération africaine de football au Stade olympique du Caire. C'est un sacre historique qui fait la fierté de toute l'Algérie. Bravo à l'USMA et un grand merci aux joueurs, aux staffs technique et administratif, ainsi qu'aux formidables supporters », a écrit le président de la République sur son compte sur les réseaux sociaux.

Ligue 2 (barrages d'accession) Le rêve continue pour le CR Témouchent et l'US Chaouia

Finalement, ce sont le CR Témouchent et l'US Chaouia qui ont composé leurs billets pour la finale des barrages d'accession à la Ligue 1, au terme de deux demi-finales où la logique a été globalement respectée. Les deux finalistes ont affiché une nette supériorité face à leurs adversaires respectifs, confirmant ainsi leur statut de prétendants sérieux au sacre. Dans la première finale, disputée au stade 'Miloud-Hadefi' d'Oran, les gars de l'US Chaouia ont livré une prestation solide, créant ainsi une belle sensation face à leurs homologues d'El Harrach. Grâce à une remarquable organisation et à une maîtrise technique évidente, les Chaouis ont progressivement pris le contrôle des débats après une entame de match difficile. Leur domination s'est concrétisée dès le retour des vestiaires avec deux buts signés Fenneri (58') et Konaté sur un pénalty (75'). Malgré une réduction du score dans

le temps additionnel par Bensah, l'USMH n'est jamais réellement parvenue à inverser la tendance face à un adversaire supérieur sur tous les plans.

Au stade 'Nelson-Mandela' de Baraki, le CR Témouchent a également validé son ticket pour la finale en éliminant le CA Batna, pourtant annoncé favori. Sérieux, appliqués et entreprenants, les Témouchentois ont laissé une excellente impression tout au long de la rencontre. Après un score de parité au terme du temps réglementaire, les deux équipes n'ayant pu se départager, la qualification s'est jouée lors de la séance des tirs au but qui a finalement souri à l'équipe la plus audacieuse et la plus seraine dans les moments décisifs. La finale opposera donc le CR Témouchent à l'US Chaouia, après-demain à 17h00 au stade (Hocine Aït Ahmed) de Tizi-Ouzou, avec à la clé le dernier ticket pour la Ligue 1 professionnelle.

M. Zeggai

UNAF L'Algérie accueillera les éliminatoires du championnat africain scolaire

Le Comité exécutif de l'Union nord-africaine de football a arrêté le calendrier des compétitions de l'Union ainsi que les programmes des séminaires prévus pour le second semestre 2026, dans le cadre des préparatifs aux prochaines échéances régionales concernant les différentes catégories et disciplines. Ainsi donc, le tournoi qualificatif à la CAN 2027 des sélections nationales des U 17 ans aura lieu en Tunisie, du 15 au 22 juillet 2026 et le tournoi qualificatif de la Ligue des champions féminine africaine des clubs, prévu du 30 août au 8 septembre 2026 ainsi que le tournoi qualificatif des sélections des U 17. Il a également été décidé d'organiser le tournoi qualificatif à la CAN 2027 des sélections des U 20 ans en Egypte, du 21 septembre au 6 octobre 2026. Dans le cadre des compétitions de développement du

football de base, l'Algérie accueillera en décembre 2026 les éliminatoires du championnat africain scolaire, garçons et filles, tandis que la Libye organisera un tournoi de futsal durant le même mois. Sur le plan de la formation et de l'encadrement, le comité exécutif a approuvé une série de séminaires et d'ateliers programmés pour le second semestre de l'année en cours, consacrées à l'analyse technique en Tunisie qui accueillera également un séminaire consacré à l'arbitrage du 19 au 21 octobre 2026, tandis que l'Egypte abritera au mois de novembre prochain deux séminaires portant sur la gouvernance dans la gestion sportive et la médecine du sport. Enfin, un séminaire sur la protection et la sécurité devrait être organisé en décembre 2026 en Algérie, en marge des éliminatoires du championnat africain scolaire.

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE

WILAYA D'ORAN
DIRECTION DE L'ADMINISTRATION LOCALE
SERVICE DE LA PLANIFICATION ET DU SUIVI DES PROGRAMMES DE DEVELOPPEMENT
N° DAL
NIF/N°412002000031081

Avis d'appel d'offres national ouvert avec exigence de capacité minimales

La wilaya D'Oran lance un avis d'appel d'offres national ouvert avec exigence de capacité minimales relatif à :
Réalisation des travaux du reste à réaliser du palais des congrès de la wilaya d'Oran »

1- Partie ferme en lot unique

1.1 - Assainissement intérieur + Maçonnerie + Revêtement (sol et mur) + Etanchéité, 1.2 - Plomberie sanitaire, 1.3 - Electricité (courant fort),

2- Partie conditionnelle en lot unique

2.1 - Climatisation et Désenfumage, 2.2 - Electricité (Courant Faible), 2.3 - Alucobon + Faux plafond + Enduit et peinture, 2.4 - Menuiserie, 2.5 - Clôture + VRD

en application des dispositions de l'article 67 du décret présidentiel n° 15-247 du 16 Septembre 2015 portant réglementation des marchés publics et des délégations de service public, l'appel d'offre est ouvert avec exigence des capacités minimales aux soumissionnaires

- Condition d'éligibilité des candidats :

Capacité professionnelle :

- Les soumissionnaires éligibles pour cet avis d'appel d'offres sont ceux disposant d'un certificat de qualification et de classification catégorie quatre (04) et plus activité principale bâtiment en cours de validité.

- Avoir déjà réalisé au moins un (01) projet de bâtiment d'un montant 100.000.000.00 DA, , justifié par une attestation de bonne exécution délivrée par un maitre d'ouvrage public. D'un projet de même nature

Capacité financière :

- Ayant réalisé un chiffre d'affaires justifié par des bilans des trois (03) dernières années (moyenne pondérée) égale ou supérieur à 90.000.000.00 DA. visé par les services des impôts

Les offres doivent contenir le dossier de candidature, l'offre technique et l'offre financière être adressées dans (03) plis séparés :

A- Dossier de candidature contient : il doit contenir les documents suivants:

- 1- Une déclaration de candidature (selon modèle ci-joint) remplie datée et signée par le soumissionnaire.
- 2- Une déclaration de probité (selon modèle ci-joint) remplie datée et signée par le soumissionnaire.
- 3- les statuts pour les sociétés.
- 4- les documents relatifs aux pouvoirs habilitant les personnes à engager l'entreprise.
- 5- Certificat qualification et de classification catégorie (04) quatre et plus activité principale bâtiment en cours de validité.
- 6- les bilans financiers des trois (03) dernières années, approuvées par les services des impôts et les références bancaires.
- 7- Moyen humain justifié par diplômes et les attestations d'affiliation à la CNAS en cour de validité.
- 8- Moyens matériels : justifié par la copie de cartes grises avec assurance en cours de validité pour le matériel roulant et PV d'inventaire établi par un commissaire au compte ou expert agréé de l'année en cour pour le matériel non roulant.
- 9- Référence professionnelle : attestation de bonne exécution de deux(02) projets de la même nature et plus délivrée par un maitre d'ouvrage public.
- 10- une copie du Registre de commerce électronique.
- 11- Extrait du casier judiciaire du gérant de l'entreprise ou du directeur général de l'entreprise datant de mois de trois (03) mois.
- 12- une copie d'attestation justifiant l'accomplissement des comptes sociaux pour les sociétés de l'exercice 2024 délivrée par les antennes locales du centre national du registre de commerce.
- 13 - une copie de l'Extrait de rôle apuré ou avec un échéancier de paiement portant la mention Néant.
- 14- Copie de numéro d'identification fiscale « NIF »
- 15- Attestation de mise à jour : CNAS + CASNOS + CACOBATH en cours de validité.
- 16 - Copie de numéro d'identification statistique « NIS ».
- 17- photocopie de la carte d'identité du gérant.
- 18- Attestation du compte bancaire (RIB).

B- L'offre technique contient : il doit contenir les documents suivants:

- 1- Une déclaration à souscrire (selon modèle ci-joint) remplis daté et signé ;
- 2- Le présent cahier des charges dument signé par le soumissionnaire ; portant à la dernière page ; la mention manuscrite « lu et accepté »
- 3- Mémoire technique.
- 4- Le planning détaillé datée et signé.

A- L'offre Financière contient : il doit contenir les documents suivants:

- 1- La lettre de soumission (selon modèle ci-joint) remplie, signée, daté.
- 2- Le bordereau des prix unitaires (BPU) ; remplie, signée, daté.
- 3- Le détail quantitatif et estimatif (DQE) ; remplie, signée, daté.

Ces trois (03) enveloppes doivent être insérées dans une seule enveloppe extérieure fermée et anonyme, ne comportant que les mentions suivantes :

WILAYA D'ORAN

Direction de l'Administration Locale

BUREAU DES MARCHES - 9EME ETAGE.

Avis d'appel d'offres National Ouvert Avec Exigence De Capacité Minimales N°/2026

Projet : « Réalisation des travaux du reste à réaliser du palais des congrès de la wilaya d'Oran »

11- Partie ferme en lot unique

1.1 - Assainissement intérieur + Maçonnerie + Revêtement (sol et mur) + Etanchéité, 1.2 - Plomberie sanitaire, 1.3 - Electricité (courant fort),

2- Partie conditionnelle en lot unique

2.1 - Climatisation et Désenfumage, 2.2 - Electricité (Courant Faible), 2.3 - Alucobon + Faux plafond + Enduit et peinture, 2.4 - Menuiserie, 2.5 - Clôture + VRD

A ne pas ouvrir que par la commission d'ouverture des plis et d'évaluation des offres.

(Soumission à ne pas ouvrir)

Le délai de dépôt des offres est fixé à (15) jours à compter de la première publication du présent avis dans les quotidiens nationaux ou le BOMOP, de 08 h.30 à 12 h 00, L'ouverture des offres techniques et financières aura lieu le même jour à 13 h 00 au Siège Wilaya d'Oran- Direction de l'Administration Locale - 9^{ème} étage.

L'ouverture des plis sera publique avec la participation des soumissionnaires

P/LE WALI

ANEP N° 2631008504 Le Quotidien d'Oran 18/05/2026

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE

-Wilaya d'ORAN
-Daïra d'ES-SENA
-Commune de SIDI CHAMI

Avis de Consultation N°22 /2026

Le Président de l'Assemblée Populaire Communale de SIDI CHAMI lance une consultation pour :

ACQUISITION TROIS (03) VEHICLES UTILITAIRES

Les soumissionnaires intéressés peuvent retirer le cahier des charges contre le paiement de la somme de 5000 DA auprès du service marches de la commune de SIDI CHAMI munies du cachet humide de l'entreprise.

Conformément à la loi n°12/23 du 05/08/2023 portant les règles générales des marchés publics et l'article 67 du décret présidentiel n° 15/247 du 16/09/2015 portant réglementation des marchés publics et des délégations de service publics .le dossier de l'offre est constitué en trois parties distinctes :

-Une partie « dossier de candidature »

-Une seconde « offre technique »

-Une troisième « offre financière »

1- Le dossier de candidature contient :

*Quittance de paiement du cahier des charges.

*Déclaration de probité datée et signée

* Déclaration de candidature dument remplie datée et signée

* Une copie du registre de commerce attestant la spécialité des concessionnaires dans le domaine.

* La copie d'immatriculation fiscale Electronique

*Copie de l'extrait de rôle apuré et en cours de validité, ou accompagné d'un échéancier de paiement avec le demies reçu.

* Une copie des attestations CNAS et CASNOS en cours de validité pour les sociétés et CASNOS pour le commerçant ou cas échéancier.

*Références professionnelles de l'entreprise appuyée par attestations délivrées par les services contractants.

* Bilan de trois (03) dernières années visées par les services des impôts.

*L'extrait du casier judiciaire en cours de validité (Exempter suivant le décret exécutif N° 20/365 du 08/12/2020).

2- L'offre technique contient :

*Le présent cahier des charges paraphé et signé par le soumissionnaire annexé de ses spécifications techniques (sans référence au montant de l'off

*La déclaration à souscrire dument remplie datée et signée.

*La Liste des moyens humains (certificat CNAS à l'appui)

*La liste des moyens matériels (justifier par carte grise, assurance, rapport expertise, factureetc)

* Une copie du registre de commerce attestant la spécialité de l'entreprise dans le domaine.

* La fiche technique

* Le Délai d'exécution

N.B : Les copies des documents demandées doivent être lisibles et en cours de validité.

3- l'offre financière composée de :

*La lettre de soumission dument remplie daté et signée.

*Le bordereau des prix unitaires daté et signé

*Le détail estimatif et quantitatif des prix unitaires daté et signée

Le dossier de candidature, l'offre technique et l'offre financière sont insérés dans des enveloppes séparées et cachetées, indiquant la dénomination de l'entreprise, la référence et l'objet du consultation ainsi que la mention « dossier de candidature », « offre technique » ou « offre financière », selon le cas .Ces enveloppes sont mises dans une autre enveloppe cachetées et anonyme, comportant la mention :

Avis de consultation N°...../2026

L'intitulé de l'opération

« à ne ouvrir que par la commission d'ouverture Des plis et d'évaluation des offres »

Les offres accompagnées des documents cités ci-dessus doivent être déposés au siège l'APC SIDI CHAMI

La date de dépôt des offres est fixée à 08 jours à partir de la première parution du présent avis à 12 :00.

Les soumissionnaires sont invités à L'ouverture des plis aura lieu le dernier jour de dépôt à : 12 H 05 au siège de l'A P C de SIDI CHAMI.

Les soumissionnaires resteront engagés par leurs offres pendant 90 jours de la date limite de dépôt des offres.

SIDI CHAMI LE : 2026 صا 13

LE PRESIDENT DE L'A P C

ANEP N° 2631008525 Le Quotidien d'Oran 18/05/2026

الجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية
وزارة الأشغال العمومية والمنشآت القاعدية

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE
MINISTRE DES TRAVAUX PUBLICS ET DES INFRASTRUCTURES DE BASE

DIRECTION DES TRAVAUX PUBLICS
DE LA WILAYA SIDI BEL ABBES
CODE NIF:408015000022082

مديرية الأشغال العمومية

لولاية سبدي بلعباس

الرقم الجبائي: 408015000022082

AVIS D'ATTRIBUTION PROVISOIRE

(Code ANEP2631003363)

Conformément au décret présidentiel n°15-247 du 02 Dhou El Hidja 1436 correspondant au 16 septembre 2015 portant réglementation des marchés publics et des délégations de service public, Le Directeur des Travaux Publics de la Wilaya de Sidi Bel Abbès informe l'ensemble des soumissionnaires concernés par l'avis d'appel d'offres ouvert avec capacités minimales paru sur les quotidiens : « **الجزيرة** » et « **Le Quotidien d'Oran** » le : 26/02/2026, et la presse électronique sur : « **Latest report** » et « **Tariq News** » le : 28/02/2026, concernant le projet suivant :

Réalisation du contournement de la ville de Sidi
Bel Abbès entre la RN13 et le CW80A sur 10 Kms
(W. Sidi Bel Abbès)

Lot N°01 : Réalisation du contournement de la ville de Sidi Bel Abbès sur 6.5 Km
(RN13-CW80)

A L'issu de la procédure d'évaluation et d'analyse des offres conformément aux critères prévus dans le cahier des charges, le projet est attribué provisoirement comme suit :

N° LOT	ENTREPRISE	Montant de l'offre	Note Technique	Délai	OBS
01	GRUPEMENT EURL EBTRPH BEDJAOUI ET SARL ALIK YUCEF ET FRERES NIF: 001509080864384	804.838.864,20 DA	71.64 Pts	Quatorze (14) Mois	Offre retenue pour le Lot 01 (Offre Pré qualifiée techniquement)

N.B : Tous les soumissionnaires ayant participé à cet avis d'appel d'offres, sont invités à se rapprocher de la D.T.P de la wilaya de Sidi Bel Abbès pour consulter le Procès-verbal de choix du soumissionnaire durant les trois (03) jours à compter de la date de parution de l'avis d'attribution provisoire.

Les recours éventuels à l'encontre de la présente décision, peuvent être introduits auprès de Monsieur Le Directeur des Travaux Publics de la Wilaya de Sidi Bel Abbès un recours Durant les 10 jours à compter de la 1^{ère} parution du présent avis.

LE DIRECTEUR

ANEP N° 2631008473 Le Quotidien d'Oran 18/05/2026

Débat sur la gouvernance locale**Les conditions de l'efficacité de la gouvernance locale****Par B. Lakhlef***

Dans la rubrique l'Actualité Autrement Vue du jeudi 14 mai 2026, deux contributions avaient pour thème la gouvernance locale : « La gouvernance locale ente la décentralisation et l'innovation » de Mohand El Hocine OUFFROUKH et « Réinventer la commune : pour une gouvernance locale efficace » de Cherif ALI. Un thème important par sa nature et ses objectifs sur le développement local.

La conjoncture actuelle dominée par les prochaines élections locales et législatives place le débat sur la gouvernance locale et son efficacité au centre de toutes les préoccupations actuelles. Les deux contributions ont le mérite de préciser certaines notions qui déterminent la définition de la gouvernance locale, sa constitution, ses objectifs et les conditions qui favorisent son efficacité. Je souhaiterais pour ma part, insister sur quatre aspects essentiels de la gouvernance locale : son rôle, les conditions de son efficacité, les compétences nécessaires et l'importance décisive de l'ingénierie territoriale dans le développement local et national*.

La gouvernance locale est devenue une préoccupation majeure pour tous les pays, notamment pour les nations développées. Le but recherché est d'assurer une meilleure concrétisation des objectifs économiques et sociaux et pouvoir également répondre à une demande incessante des populations locales qui veulent un système de gouvernance qui répond efficacement à leurs besoins spécifiques et qui protège leurs ressources et valorise leur territoire.

Des spécialistes octroient à la gouvernance locale plusieurs dimensions : une dimension spatiale (le territoire), une dimension politique (favoriser la participation des élus), une dimension stratégique pour le développement du pays et des régions, une dimension économique et sociale et une dimension environnementale (protection de l'environnement et des ressources naturelles d'un territoire).

Il a été constaté que les pays qui ont bien mené leur décentralisation et permettent la participation des acteurs locaux aux politiques de développement d'un territoire possèdent des taux d'évolution, de croissance et de développement élevés et jouissent d'un bien-être supérieur à celui constaté dans les pays fortement centralisés.

Le but d'une gouvernance locale est de développer un territoire donné en respectant les principes fondamentaux qui déterminent la bonne gouvernance. Elle englobe plusieurs acteurs, notamment les élus locaux et les organisations de la société civile, les représentants du pouvoir central, les entreprises publiques et privées intervenant sur son territoire, les banques... Ce

qu'exige une organisation spécifique pour favoriser l'efficacité et l'efficacité dans la réalisation des objectifs. Dans une étude sur la gouvernance et les causes qui bloquent l'évolution d'une collective locale vers la bonne gouvernance, D. CARASSUS et K. BALD retiennent les insuffisances suivantes :

- absence d'objectifs stratégiques, absence de priorités dans le choix et la réalisation des objectifs, absence de corrélation entre les objectifs arrêtés et les besoins des citoyens.
- manque d'outils d'aide à la prise de décision, l'opacité dans la prise de décision, erreurs dans le choix des mesures, prise de décisions sans relation avec les difficultés ou besoins du citoyen...
- cloisonnement dans les activités, une centralisation ou bureaucratie excessive, absence d'ouverture vers la population, difficultés de fonctionnement des commissions et des conseils, existence de structures inadaptées aux besoins des citoyens, existence de structures budgétivores.
- absence de concertation, de participation et d'ouverture, inexistance d'implication des citoyens, résistance dans l'application des décisions...
- faiblesse de la communication, méthodes de communication inadaptées, information peu crédible et non disponible...

Pour que la gouvernance locale puisse décider et agir efficacement avec l'ensemble des acteurs, son fonctionnement doit reposer sur des principes qui favoriseront la cohérence des politiques tout en tenant compte des intérêts et objectifs de différents acteurs. Mais la gouvernance locale, en plus des principes qui définissent une bonne gouvernance, possède ses spécificités propres. L'Union européenne a retenu une approche fondée sur douze principes de gouvernance à appliquer au niveau local pour plus « d'innovation et de croissance ». Ces principes se présentent comme suit :

- Participation, représentation, élections conformes au droit
- Réactivité (objectifs, règles, structures et procédures adaptées aux attentes et aux besoins des citoyens).
- Efficience et efficacité (utiliser les ressources disponibles de façon optimale, concrétiser les objectifs au moindre coût, audit en permanence...).
- Ouverture et transparence (information disponible, fiable et vérifiable, impartialité dans la passation de marchés...).
- Etat de droit (respect du droit et des décisions judiciaires, normes et réglementation établies conformément à les lois et appliquées d'une manière impartiale...).
- Comportement et éthique (l'intérêt général passe avant l'intérêt individuel, lutte contre la corruption et conflits d'intérêts...)
- Compétences et capacités ; (placer les compétences à tous les ni-

veaux de la gouvernance, mise en place d'un système qui pousse au perfectionnement et à l'évolution...).

- Innovation et ouverture d'esprit face au changement (solutions nouvelles et efficaces pour résoudre les problèmes, recherche de méthodes modernes, créer un climat favorable au changement...).
- Durabilité et orientations à long terme (prendre en compte les besoins des générations futures...).
- Gestion financière saine (respect des règles et procédures, budgets pluriannuels, gestion et maîtrise des coûts...).
- Droits de l'homme, veiller à la cohérence sociale, aide aux plus démunis...).
- Obligation de rendre compte (responsabilité, évaluation, sanctions...).

La réalisation des objectifs économiques et sociaux suppose l'existence de structures adaptées à la collectivité locale, le respect des normes et de la législation, un savoir-faire et des outils de gestion.

Le but est de réunir toutes les conditions qui permettent aux facteurs de performances d'atteindre les objectifs des plans de développement sur tous les plans socio-économiques.

Pour atteindre un bon niveau de performance, la gouvernance locale doit réunir des conditions qui concernent aussi bien les aspects liés à la stratégie que les aspects liés à la conduite des projets, à la réalisation d'objectifs opérationnels et à l'évaluation...

Les spécialistes dans ce domaine retiennent au moins six conditions qui favorisent une réalisation efficace et efficiente des objectifs: L'existence d'une stratégie de développement, la formation et compétences, l'ingénierie territoriale, l'accompagnement, la modernisation du secteur public, la participation, l'évaluation objective. Plusieurs analyses des économies performantes démontrent que l'ingénierie est un facteur capital et fondamental dans les performances des territoires.

C'est pour cette raison que la recherche de tous les moyens nécessaires assurer l'efficacité du développement local a conduit les pays avancés dans ce domaine de considérer l'accompagnement des acteurs locaux comme une condition fondamentale pour la réussite des politiques de développement territorial. Ils ont confectionné des guides de gouvernance locale et réuni l'ensemble des compétences pour fournir une ingénierie adaptée aux spécificités et aux besoins des collectivités. Le Comité Interministériel français pour l'Aménagement et le Développement Territorial (CIADT) définit l'ingénierie territoriale (IT) de la manière suivante : « Ensemble des savoir-faire professionnels dont ont besoin les collectivités publiques et acteurs locaux pour conduire le dévelop-

pement territorial ou l'aménagement durable des territoires ainsi que l'ensemble des outils, dispositifs mis à la disposition des acteurs du territoire pour accompagner la conception, la réalisation et l'évaluation de leurs projets de territoire ».

L'ingénierie territoriale est donc un apport en compétence et savoir-faire pour piloter et permettre aux différents acteurs de maîtriser la gestion des projets et créer une dynamique qui conduit vers la bonne gouvernance locale. L'ingénierie territoriale constitue un apport décisif dans la réussite de la stratégie de développement des territoires.

Les collectivités locales qui possèdent l'ensemble des compétences pour assumer leurs fonctions de développement sont rares. L'apport d'une ingénierie territoriale est indispensable au niveau de la conception des projets et leur concrétisation sur le terrain.

Les objectifs visés par l'assistance managériale et technique aux collectivités sont multiples, nous citons les plus déterminants : initier les acteurs des collectivités locales aux approches méthodologiques pour bien mener les différentes phases de conception et de suivi des projets de développement, fournir aux collectivités des outils de management, de gestion et d'évaluation, assurer un accompagnement continu et une formation permanente pour renforcer les capacités des acteurs locaux, procéder à des évaluations objectives sur la base d'indicateurs pertinents.

En plus de l'accompagnement et l'ingénierie territoriale, la formation des élus et des responsables locaux est une nécessité essentielle qui va leur permettre de remplir leur rôle et d'assumer leurs responsabilités. Les élus et responsables locaux doivent avoir des compétences et des connaissances dans les domaines financiers, économiques, juridiques, dans la prise de décision, dans le contrôle, dans la concertation et la négociation... Sans ces connaissances, l'incompétence et l'anarchie s'installent et conduisent tous les projets à l'échec et à la contre-performance.

ONU-HABIT a retenu douze compétences que doit acquérir un élu ou un responsable local pour qu'il puisse s'informer, décider, contrôler et améliorer la gouvernance locale.

Ces douze compétences concernent l'ensemble des aspects qu'exige la gestion et la conduite d'un projet dans un cadre de concertation et de transparence :

1. La représentation : pour décider et agir en respectant les lois et en favorisant la concertation et la transparence, rendre compte et viser l'efficacité et l'efficience.
2. La communication : savoir donner des informations crédibles, fiables et vérifiables. Savoir analyser l'information reçue et vérifier sa va-

leur avant toute prise de décision.

3. La facilitation : faciliter et aider pour que les choses évoluent dans un cadre de concertation et de confiance et éviter les conflits inutiles.

4. L'utilisation du pouvoir : apprendre comment utiliser son pouvoir légal pour améliorer la gouvernance, assurer un bon déroulement des projets et résoudre les difficultés sans créer de conflits.

5. La prise de décision : la compétence décisionnelle repose sur des connaissances qui conduisent l' élu ou le responsable local à analyser, diagnostiquer, tirer les leçons, voir les différentes solutions possibles, choisir et décider.

6. L'élaboration des politiques : les élus et responsables locaux doivent avoir des connaissances suffisantes qui leur permettent de définir une stratégie en fonction des forces et faiblesses de la collectivité, d'identifier les conditions nécessaires à sa réussite et d'arrêter les différentes étapes de sa réalisation.

7. La négociation : la négociation est permanente dans un système qui repose sur la concertation et la transparence. Elle favorise une prise de décision qui répond aux objectifs de la collectivité.

8. Le financement : exige des compétences dans l'établissement des budgets, l'évaluation des coûts, le suivi et la justification des sorties ou entrées de fonds, analyse et prise de décision dans un cadre de concertation dans le but d'être efficace et efficient pour améliorer la gouvernance locale.

9. Le contrôle : la compétence dans le domaine du contrôle vise l'utilisation rationnelle des moyens et le respect des lois et des normes. Cette compétence permet de corriger les insuffisances, de trouver des solutions et d'améliorer la gouvernance.

10. La mobilisation : la mobilisation autour des objectifs stratégiques exige des compétences et du savoir-faire pour pouvoir mobiliser.

11. Le renforcement des institutions : le but est de renforcer les institutions locales et la bonne gouvernance. Cette attitude nécessite également des formations pour pouvoir agir dans ce sens.

12. Le leadership : cette caractéristique importante pour un élu demande à être complétée par une formation pour que cet élu puisse convaincre, mobiliser et décider en toute transparence.

En économie de développement, il n'y a pas de miracle, il y a des stratégies et des démarches qui s'appuient sur des conditions incontournables : la bonne gouvernance, la qualité des institutions et l'existence des compétences à tous les niveaux. La mauvaise gouvernance conduit à la contre-performance et l'échec des plans de développement.

* économiste, ancien dirigeant d'entreprise

* Cet article est issu de mon ouvrage portant le titre « la gouvernance locale, ses principes et ses caractéristiques »

Sri Lanka
Le nouvel eldorado asiatique
de l'arnaque en ligne ?



Le Sri Lanka est-il en passe de devenir un nouveau «hub» de la cybercriminalité internationale ? Lourdemment réprimés au Cambodge ou en Birmanie, les escrocs du net semblent s'être redéployés dans l'île d'Asie du Sud, où les arrestations se multiplient. Depuis le début de l'année, plus d'un millier d'étrangers - pour la plupart issus de Chine, du Vietnam et d'Inde - ont été interpellés pour fraude en ligne, détaille à l'AFP un porte-parole de la police, Fredrick Wootler, un chiffre en nette hausse par rapport à 2024 et 2025. Dernier épisode en date d'une longue série, près de 200 suspects ont encore été appréhendés lundi soir lors d'opérations menées dans quatre localités des districts côtiers de Galle et Matara, des dizaines d'ordinateurs et des centaines de téléphones saisis. Le mois dernier, les douanes ont intercepté à l'aéroport de Colombo neuf ressortissants chinois dont les bagages - portables d'occasion, tablettes, routeurs wifi et traceurs GPS pour un total estimé à 65.000 euros - ne faisaient guère de doute sur leurs intentions criminelles. Les autorités sri-lankaises en sont persuadées, les réseaux de cyberescrocs ont profité de leur généreuse politique d'immigration - visas touristiques gratuits de 30 jours pour les citoyens de 40 pays dont la Chine et l'Inde - pour y démenager leurs activités. Ces filières peuvent également bénéficier dans l'île d'Asie du Sud d'un ré-

seau internet moderne. Les forces de l'ordre de Birmanie et du Cambodge ont multiplié ces derniers mois les raids pour démanteler des filières dont le butin se compte en milliards de dollars. Phnom Penh affirme avoir expulsé depuis janvier 13.000 étrangers et en avoir contraint 250.000 autres à prendre la fuite. Quant à la mesure de l'augmentation des dossiers entre les mains de la police», indique sous couvert d'anonymat un de ses responsables. Un rapport de la commission des Nations unies pour les droits humains a estimé cette année à environ 300.000 le nombre d'individus issus de 66 pays enrôlés de force dans les centres d'arnaque en ligne d'Asie du Sud-Est. Les autorités de Colombo assurent qu'elles n'ont pas pour l'heure été informées de l'entrée illégale sur leur territoire de ces «petites mains» des filières criminelles. Des dizaines de ressortissants sri-lankais ont été «libérés» l'an dernier de ces usines à cyberfraudes à la faveur d'opérations de police menées en Birmanie ou au Cambodge, ajoutent-elles toutefois. «Nous expulsions tous les détenteurs de visas périmés», rappelle le policier Fredrick Wootler. «Et si des étrangers se sont rendus coupables de crimes en ligne, nous les poursuivons et les faisons punir par nos tribunaux».

SIGNALEMENTS
Ces groupes criminels transnationaux ont d'abord ciblé les personnes parlant chinois, puis élargi leurs fraudes en tous genres - cryptomonnaies, jeux d'argent et autres escroqueries sentimentales - à toute l'Asie - Inde, Vietnam ou Philippines - et au monde entier. Ces derniers mois, le gouvernement de Colombo s'inquiète d'être devenu leur nouvelle cible. Il en veut pour preuve la récente cyberattaque qui a visé le système informatique de son administration du Trésor, vidée de 2,5 millions de dollars en quelques clics. La police a appelé à la plus extrême vigilance les propriétaires de villas, les hôteliers

ou les loueurs de bureaux pas très regardants sur leurs clients étrangers, les menaçant même de poursuites pour complicité. «Nous recevons de nombreux signalements tous les jours», confirme son porte-parole, «il nous est arrivé de mener jusqu'à cinq raids en une seule nuit». Les services de l'immigration ont eux aussi décrété la mobilisation générale. «Nos agents sont directement impliqués, à la mesure de l'augmentation des dossiers entre les mains de la police», indique sous couvert d'anonymat un de ses responsables. Un rapport de la commission des Nations unies pour les droits humains a estimé cette année à environ 300.000 le nombre d'individus issus de 66 pays enrôlés de force dans les centres d'arnaque en ligne d'Asie du Sud-Est. Les autorités de Colombo assurent qu'elles n'ont pas pour l'heure été informées de l'entrée illégale sur leur territoire de ces «petites mains» des filières criminelles. Des dizaines de ressortissants sri-lankais ont été «libérés» l'an dernier de ces usines à cyberfraudes à la faveur d'opérations de police menées en Birmanie ou au Cambodge, ajoutent-elles toutefois. «Nous expulsions tous les détenteurs de visas périmés», rappelle le policier Fredrick Wootler. «Et si des étrangers se sont rendus coupables de crimes en ligne, nous les poursuivons et les faisons punir par nos tribunaux».



ملبنة سيدي خالد المنطقة الصناعية زعرورة - تيارت -
E.P.E/S.P.A LAITERIE SIDI KHALED FILIALE-GIPLAIT
CAPITAL SOCIAL : 666.660.000.00 DA
TEL : 046.22.80.75 / FAX : 046.22.80.76
EMAIL : contact@laiterie-sidikhaled.dz

Tiaret le, 20/04/2026.

Avis D'Annulation d'Appel d'offres
Portant sur la
Fourniture d'ensilage.

Il est porté à la connaissance des soumissionnaires ayant participé à l'appel d'offres national ouvert n° 01/26, paru dans les quotidiens nationaux El Khabar et le Quotidien d'Oran en date du 18/02/2026, portant sur :
La fourniture d'ensilage, que l'appel d'offres ci-dessus est annulé pour le motif suivant: nécessité de service.

La Direction Générale

ANEP N° 2631100443 Le Quotidien d'Oran 18/05/2026

APARTEMENTS

- A vendre F3, 5° étage, superficie 81 m², acté, à Haï Salam cité avec gardiennage, cité fermée - Tél : 0666.19.98.50
- A vendre ou échange, un bel F3, à Hassi Benokba social 1^{re} main, 2 façades contre F2, à Oran ou environs. Tél : 0697.05.63.25
- Vds/éch hôtel appart de 600 m², R+3, composé d'un garage pour 11 véh + puits + local de 60 m² + local pour dépôt + 12 appart en plein CV à proxi, Bd Larbi Ben M'hidi contre apt F4/F5 Hasnaoui, frange maritime ou autre à Oran + compl. Etudie toutes propos. Cabinet immo VICTORIA, 4 rue Med Khemisti, en face CPA Oran - Tél : 0557.87.64.93/0551.96.22.44

EMPLOIS

- Hôtel Chlef, recherche femme de ménage (F) ayant expérience dans le domaine, CV avec photo, au 35 Bd Emir Abdelkader - Oran. Tél : 0563.14.18.66
- Hôtel recherche H.F 02 réceptionnistes Hôtel Chlef, CV photo, 35 Bd Emir AEK - Oran. Tél : 0563.14.18.66
- Hôtel Chlef, recherche secrétaire de direction (F) ayant expérience dans le domaine, CV avec photo, au 35 Bd Emir Abdelkader - Oran. Tél : 0563.14.18.66
- Particulier cherche un gardien pour une villa à Trouville Aïn Turk - Oran, pour s'occuper de nettoyage et gardiennage. 1 journée de repos par semaine. Salaire 28000 DA par mois. Contactez-moi au 0661.20.02.26. Pas le soir SVP.

■Cherche un ingénieur en informatique pour cours particuliers et suivi commercial (I.Commerce). Paiement après entente. Contactez-moi au 0557.56.27.51. Pas le soir SVP.

LOCAUX

■Local à louer à Aïn El Beïda superficie 60 m², deux façades, près de la Poste, endroit commercial : m'appeler de 10h à 18h - Tél : 0780.61.71.93

DIVERS

■Loue licence taxi Oran-ville ou environ. Tél : 0559.90.06.81

الجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية
الدواوين العمومية للمحضر القضائي
الأستاذة عكروم دليدة - محاضرة قضائية لدى محكمة وهران
التي مكتبها برقم 01 شارع مستغانم - وهران - الهاتف: 0553.09.69.76

إعلان عن جلسة البيع بالمزاد العلني
طبقاً لنص المادة 750 من ق.أ.ج.أ
عن طريق النشر في الجريدة

نحن الأستاذة عكروم دليدة محاضرة قضائية لدى محكمة وهران مجلس قضاء وهران. الكائن مكتبها برقم 01 شارع مستغانم "وهران"

بناءً على نسخة من دفتر شروط البيع للسيد رئيس قسم البعوض محكمة العشمانية والخاص بالبيع بالمزاد العلني الخاصة العقار المملوك للشركة ذات المسؤولية المحدودة المسماة "مادوست" ممثلة من قبل مسيرها بن حليمه عبد الغاني الكائن مقرها ب: حي تافنة شارع ساحلي محمد رقم 07 وهران بموجب أمر بالحجز التنفيذي على عقار الصادر عن محكمة العشمانية بتاريخ 2021/09/30 تحت رقم الترتيب 21/2093 الممهور بالصيغة التنفيذية لغايدة البنك الوطني الجزائري وكالة 951 الكائن مقرها ب 04 نهج الصوامع وهران والمعين كالاتي: عقار في طور الإنجاز ملك لشركة ذات المسؤولية المحدودة المسماة "مادوست" كائن ب وهران حي التافنة مشيد فوق قطعة أرض صالحة للبناء مروثة، مساحتها حسب العقد مقدرة بـ 2483.83 م² وحسب مخطط مساح الأراضي 2567.00 م² محددة شمالاً: عمارة مبنية، شرقاً: شارع ساحلي محمد وعقار مبنية، غرباً: عقار مبنية، جنوباً: شارع تيفزيرت وعقار مبنية هذا العقار متكون من 144 مسكن ترقوي، تجارة وخدمات منجزة على ثلاثة طوابق تحت الأرض + طابق سفلي وعلوي + ستة عشر طابقاً (16) مقسم على ثلاث عمارات حسب الجدول التالي:

رقم	المساحة	نسبة الإنجاز (%)	تقسيم المساكن
01	A	60%	عدد المساكن (وحدة)
02	B	90%	12177.400
03	C	50%	5108.40
المجموع		---	4440.19
			21725.99

ملخص المساحات
مساحة الأرضية: 2567.00 م²
مساحة المساكن: 21725.99 م²
مساحة المحلات والخدمات: 3204.18 م²

على أن تتم جلسة البيع بتاريخ 2026/06/17 على الساعة العاشرة صباحاً بمحكمة العشمانية، قسم عقاري رقم 05 مع إحضار الخمس (شيك مصادق عليه) وذلك بالسعر الافتتاحي المقدّر بـ: 1.600.000.000.00 دج أي بالأحرف مليار وستمائة مليون دينار جزائري والذي أصبح بعد إنقاص العشر بـ: 1.440.000.000.00 دج أي بالأحرف مليار وأربعمائة وأربعون مليون دينار جزائري والذي أصبح بأعلى عرض. نعلن أنه يمكن الإطلاع على قائمة شروط البيع بمكتب المحضر القضائية أو بإماتة ضبط المحكمة. توقيع وختم المحضر القضائية

2

20:10 Meurtres au paradis



Saison 15 - Episode 4 / 8 : Réparer une injustice

L'inspecteur Neville Parker (Ralf Little), originaire de Manchester, est envoyé sur l'île ensoleillée de Sainte-Marie, aux Caraïbes, pour prendre la relève de Jack Mooney, parti s'occuper de sa fille. À son arrivée, Neville se heurte rapidement à des défis inattendus : ses allergies multiples rendent difficile son adaptation à la vie tropicale, et son tempérament anxieux et timide contraste avec l'ambiance décontractée de l'île....

3

20:10 Bonnard, Pierre et Marthe



À Paris, en 1893, Marthe de Méigny (Cécile de France), une jeune femme talentueuse spécialisée dans la confection de fleurs artificielles, croise le chemin de Pierre Bonnard (Vincent Macaigne), un peintre en pleine ascension. Séduit par sa beauté et son esprit, Pierre la choisit comme modèle, lançant ainsi une relation tumultueuse mais passionnée. À travers des rencontres avec des figures emblématiques de l'époque, telles que Thadée Natanson et Edouard Vuillard, ainsi que la pianiste Misia Godebska (Stacy Martin),...

4

20:00 La haine



10h38, ce 22 octobre 1995, les cités des Mugnets se réveillent sous tension, marquée par les stigmates d'une nuit de violences. Les murs tagués, les voitures calcinées et les regards méfiants témoignent d'un affrontement sans merci entre les jeunes du quartier et les forces de l'ordre. Au cœur de cette poudre aux yeux, un drame à tout déclenché : Abdel Ichaha, 16 ans, git dans le coma après avoir été grièvement blessé lors d'un interrogatoire musclé. Son état critique attise la colère, transformant la frustration en une haine sourde, prête à exploser....

5

arte

TMC

08:30 Les maternelles XXL
10:00 Enquête de santé
11:00 La magie de l'Australie
11:49 Voyage express
12:00 L'oeil et la main
12:35 Le Mag de la santé
13:40 A la découverte du monde
14:05 La magie de l'Australie
15:00 On va déguster
15:55 C pas si loin
16:25 C dans l'air...
16:40 C dans l'air
17:55 C à vous
19:00 C à vous la suite
20:05 Fleurs à parfum, retour en Grasse
20:55 Pas de repos pour Marco
21:55 Cannes ce soir

08:05 Invitation au voyage
08:55 Food Markets
11:35 Les promesses de la terre
12:00 L'immigration booste la croissance espagnole
14:25 Marchés du monde
14:50 Secrets sauvages de Chine
16:20 Invitation au voyage
17:55 Voyage en cuisine
18:30 Le dessous des images
18:45 Arte journal
19:05 28 minutes
19:50 Le dessous des cartes : l'essentiel
21:50 La sexualité dévoilée : Le rapport Hite
22:50 42, la réponse à presque tout

08:50 Madame est servie
12:50 Petits plats en équilibre
12:55 Mentalist
17:15 Petits plats en équilibre
17:20 L'avant Quotidien
18:15 Quotidien, première partie
19:10 Quotidien, deuxième partie
19:45 Quotidien
20:25 Bad Boys 2



CINE + FRISSON 19:50

GUILLAUME TELL

Acteur: Claes Bang (Guillaume Tell), Jonah Hauer-King (Rudenz), Rafe Spall (Stauffacher), Ben Kingsley (le roi Albert Ier),...

Au cœur de la Suisse médiévale en 1307, une époque où la province est sous le joug oppressif de l'Autriche, dirigée d'une main de fer par la famille royale des Habsbourg. Tandis que la révolte gronde dans le pays, les collecteurs de taxes, souvent brutaux, n'hésitent pas à s'en prendre aux fermiers qui peinent à survivre. Parmi eux, Konrad Baumgarten, un homme dont la vie bascule tragiquement lorsque son épouse est assassinée par le cruel collecteur Wolfshot...

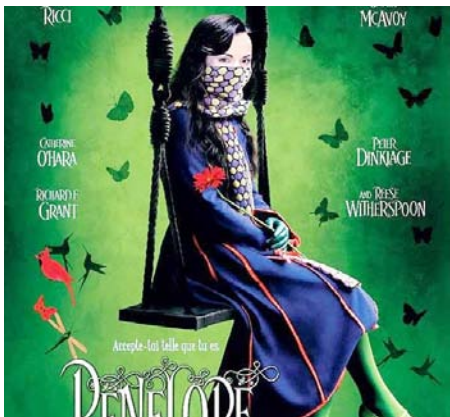


CANAL+ CINEMA 20:00

NOUVELLE VAGUE

Acteur: Guillaume Marbeck (Jean-Luc Godard), Zoey Deutch (Jean Seberg), Aubrey Dullin (Jean-Paul Belmondo),...

1959. Jeune réalisateur talentueux, François Truffaut remporte le Prix de la mise en scène au Festival de Cannes, où Les Quatre Cents Coups, son premier film, est accueilli avec succès. Cette distinction ouvre la voie à de jeunes cinéastes débutants, bien décidés à marcher dans les pas de leur confrère. Parmi eux, Jean-Luc Godard, qui décide de profiter de l'aubaine et du soutien apporté par ses pairs pour tenter de convaincre Georges de Beauregard, un influent producteur, de financer son premier long métrage intitulé A bout de souffle...



CINE+ family 19:50

PÉNÉLOPE

Christina Ricci (Pénélope), James McAvoy (Johnny), Reese Witherspoon (Annie), Catherine O'Hara (Jessica Wilhem), Une sorcière a jeté un mauvais sort à la famille Wilhern. C'est ainsi que leur première-née, Pénélope vient au monde affublée d'un groin de porc. Sa mère l'élève pourtant tendrement mais loin du monde, dissimulée aux yeux de tous. Une seule condition pour lever la malédiction : devenue grande, Pénélope devra épouser un aristocrate. Les années passent et les parents de Pénélope convient de possibles prétendants.

TÉLÉVISION

TF1

20:10 L'été 36



Saison 1 - Episode 1 / 6

A Nice, en août 1936, alors que les premiers congés payés sont en place, quatre femmes voient leurs destins se mêler. Les ouvriers en liesse et les bourgeois méprisants s'affrontent. Eugénie, ouvrière syndiquée au passé tourmenté, tente de protéger son fils Louis des ombres de son histoire. Léonie, jeune auxiliaire de police fraîchement débarquée aux côtés du commissaire Raven, se bat pour sauver son père, condamné à mort....

6

17:35 La meilleure boulangerie de France



18:45 Le 19.45
19:40 Scènes de ménages
20:10 Mariés au premier regard
21:25 Et si on se rencontrait ?

CANAL+

20:09 Paris Police 1910



Saison 1 - Episode 5 / 6

Plusieurs mois se passent pendant lesquels Jouin se remet peu à peu de ses blessures et réintègre la préfecture. Incarcérée à la prison Saint-Lazare, Marguerite Steinheil prépare sa défense avec l'aide de son avocate Jeanne Chauvin. Fiersi est condamné à être guillotiné. A la tête du Matin, Labruyère se réjouit du feuilleton en cours, mais Hutin commence à entrevoir qu'il a été manipulé, au détriment de la vérité....



18:58 En aparté
19:36 Cannes 2026
21:07 The Madison

PLANETE +

TFX

W9

08:15 Atomic People
09:53 Scandale royal aux Bahamas
10:52 L'espionne aux tableaux, Rose Valland face au pillage nazi
11:54 Les opérations secrètes nazies
15:08 Mystérieux objets
16:43 Au-delà de la mort : les secrets des rites funéraires
18:22 American Pickers, la brocante made in USA



19:55 Vikings, les premiers rois
21:50 Vikings : La saga des Bluetooth

08:05 Le destin de Lisa
08:35 Top Info
08:40 Le destin de Lisa
10:40 Les frères Scott
15:10 Petits plats en équilibre
15:15 Quatre mariages pour une lune de miel
17:05 Petits plats en équilibre
17:10 Quatre mariages pour une lune de miel
19:00 Les Anges
20:05 Petits plats en équilibre
20:10 Appels d'urgence



08:00 Kaamelott
10:20 NCIS



18:50 The Power : qui a le pouvoir ?
17:45 Tout beau, tout n9uf
20:25 Armageddon



A	B	C	D	E	F	G	H	I	J

Horizontalement:

- Se tirer d'un mauvais pas.
- Tant va à l'eau...
- Ca ne va plus pour elle. Dit une chose et son contraire.
- Pas bien roulée du tout. Fait sur mesure.
- Possessif. Va en reconnaissance.
- Symbole de métal. Nom de guerre. Roue du hasard.
- Ordre de paiement. Comme deux ronds de flan !
- Vrai casse cou. Peintre chinois «individualiste». Lettres du Liban.
- Arbre à parfum. Donne l'exemple.
- Elle observe une discipline de fer.

Verticalement:

- Fauteuil bas sans accoudoirs.
- Attribut d'Apollon. Nécessaire si nécessaire.
- Soulane. Par conséquent.
- Le vieux bison noir. l'sera homme dès demain. Deux à trois.
- Comme ci-dessus. Mis en examen.
- Dans le générique. Fait tout un mister. Grand ensemble.
- Recherche. Fait je double !
- Une certaine Europe. Trouble pas courant. Pronom.
- Des mots, rien que des mots !
- A l'air comme il faut.

E	T	A	N	O	S	S	I	R	E	H	C	A	F	
T	O	U	R	N	E	E	T	I	R	O	N	O	S	
N	L	N	G	R	O	N	D	E	R	T	K	U	O	S
E	L	C	O	S	A	D	I	E	U	E	R	U	G	M
V	I	E	E	I	V	N	E	E	M	M	R	E	E	E
M	D	G	R	V	T	S	G	M	I	C	R	R	D	T
I	O	A	G	A	I	A	O	E	E	B	C	N	E	I
D	G	R	A	T	N	H	C	E	O	E	A	N	N	L
I	F	R	N	R	L	I	T	I	R	R	T	T	E	I
E	E	A	O	I	F	T	S	I	F	A	R	T	I	B
P	H	B	T	I	E	E	E	F	C	I	E	E	R	I
E	C	N	R	S	E	L	O	U	G	R	T	C	A	S
E	E	C	S	S	O	N	L	U	O	O	U	R	T	I
G	A	O	O	C	D	E	E	F	V	O	O	A	O	V
S	F	R	E	L	L	I	U	O	B	A	R	C	E	F

ADIEU - AVIS - BARRAGE - BORNAGE - BOUC - CHEF - ECOLE - ECRABOILLER - ENVIE - FACHER - FOND - FORET - FORTIFICATION - FOSSETTE - FOURMI - GENTILHOMME - GERBOISE - GODILLOT - GRONDER - HANTISE - HERISSON - INTRIGUE - MERCERIE - METRE - NATTE - OFFRANDE - ONAGRE - OTARIE - ROSEE - ROUTE - SACRIFICE - SOCLE - SONORITE - SOUK - SOURCE - STAR - TENTACULE - TOURNÉE - VENTE - VISIBILITE - VOTE.

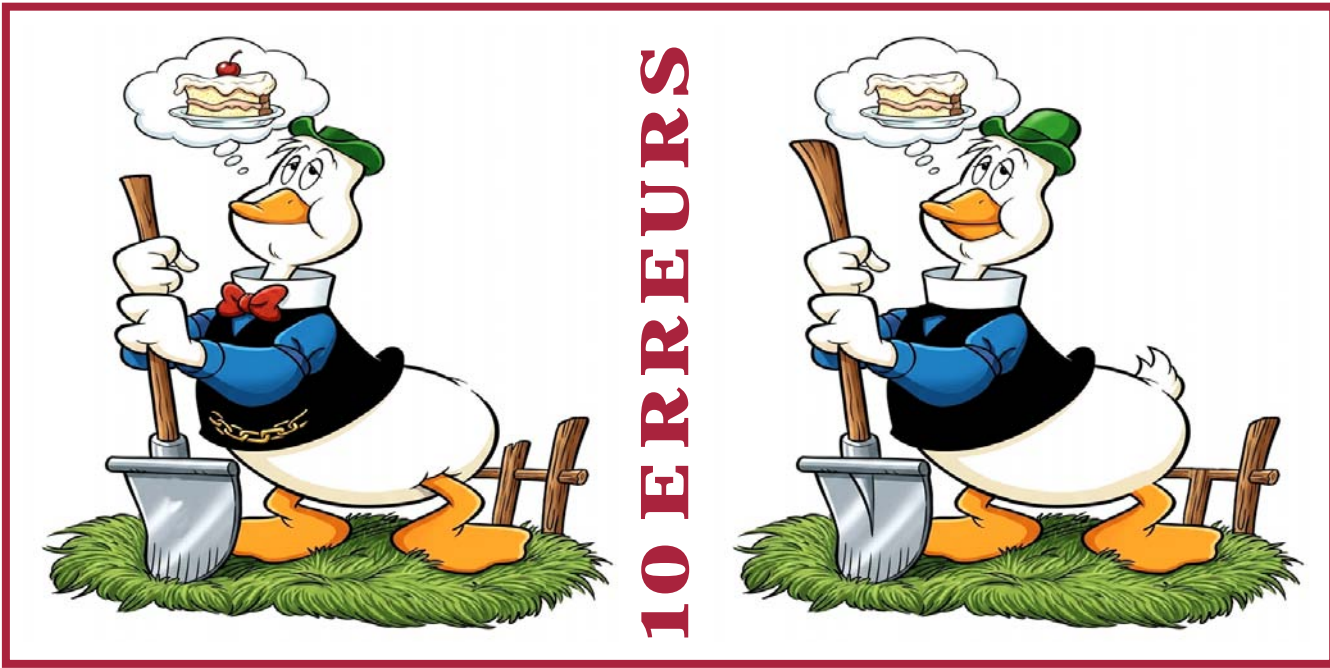
Les 8 lettres restantes composent le tout de la charade suivante :
- Mon 1er guette.
- Mon 2e se met au doigt de la couturière.
- Mon 3e est une note de musique.
Mon tout est une apparition d'un grand nombre de cas de maladie transmissible.

1	E	2	P	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26		

3	2	2	3	4	7	5	7	9	8
2	3	4	5	7	4	1	8	5	
2	7	1	4	4	1		11		12
1	8	5	1	1		10	1	11	3
14		9			5	3	10	9	5
	8	7	11	6		13	1	14	1
11	15	4		4	15	7	8	1	4
7	14	1	6		5	1	5	3	
6	6		3	15		4		8	10
6		11	15	8	1	6		10	3
1	2	3	16	1	6		16	1	4
4		8	3		6	6		6	1
5	3		12	15	1	2	1		6
1	14	14	1	6		9	2	1	6
4	1	3		1	6	5	7	17	3

Jeux proposés par Chérifa Benghani

		6	1		5	3	4
3	1	5					
4				9		8	
		7	9				
	3				4		
2	8	4		6		5	
1		3	5	8		9	6
			7	3			
7	5				6		8



Mali: des cars incendiés près de Bamako par des hommes armés



Plusieurs cars ont été incendiés samedi par des hommes armés près de Bamako, soumis à un blocus routier depuis fin avril par des jihadistes.

Le Mali fait face à une situation sécuritaire critique après des attaques coordonnées d'ampleur menées les 25 et 26 avril par des jihadistes du Groupe de soutien à l'islam et aux musulmans (JNIM), allié à Al-Qaïda, et la rébellion du Front de libération de l'Azawad (FLA), à dominante touareg.

Depuis le 30 avril, les jihadistes imposent également un blocus routier sur plusieurs axes menant vers la capitale Bamako.

En plus de produire des effets négatifs sur l'économie du pays, déjà fortement éprouvée par plus d'une décennie d'instabilité, le blocus entrave considérablement la libre circulation des personnes, notamment pour rallier Bamako. Samedi, des hommes armés ont attaqué et incendié un convoi de cars dans la zone de la forêt classée de Faya, située à environ 40 kilomètres de Bamako sur la route de Ségou (centre), selon des témoins et un élu local.

Le Quotidien

D'ORAN
Edition Nationale d'Information

L'OMS déclare une urgence internationale pour l'épidémie d'Ebola



L'Organisation mondiale de la Santé (OMS) a déclenché dimanche son deuxième niveau d'alerte internationale le plus élevé face à une épidémie d'Ebola qui, causée par un variant hautement létal et sans vaccin, frappe de plein fouet la République démocratique du Congo (RDC).

Selon un communiqué publié sur X par l'OMS, son directeur général Tedros Adhanom Ghebreyesus a statué que le virus «constitue une urgence de santé publique de portée internationale (USPPI), mais ne répond pas aux critères d'une urgence pandémique».

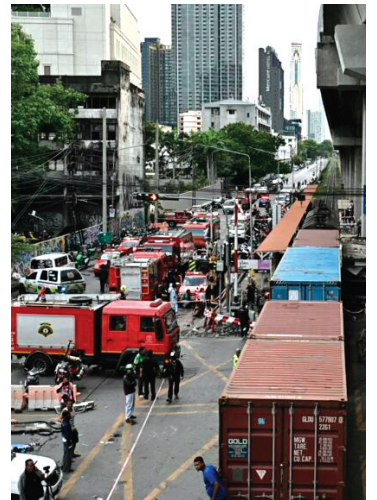
L'USPPI est, depuis 2024, le deuxième niveau d'alerte le plus élevé de l'OMS, derrière celui d'«urgence due à une pandémie».

Ebola, qui provoque une fièvre hémorragique extrêmement contagieuse, reste redoutable

malgré de récents vaccins et traitements, efficaces uniquement contre la souche Zaïre à l'origine des plus grandes épidémies recensées.

La province d'Ituri, dans le nord-est de la RDC, est frappée par le variant Bundibugyo d'Ebola, contre lequel il n'existe aucun vaccin. Au 16 mai, l'OMS a confirmé huit cas en laboratoire et recensé 246 cas suspects et 80 décès.

Huit morts dans une collision entre un train et un bus à Bangkok



Un train et un bus sont entrés en collision samedi après-midi à Bangkok, en Thaïlande, faisant au moins huit morts, selon les médias locaux.

Un train est entré en collision avec un bus à un passage à niveau dans le district de Ratchathewi, provoquant un incendie accompagné d'une explosion.

Plusieurs autres voitures et motos ont également été impliquées dans l'accident.

Plus de 20 personnes ont été blessées, selon les médias locaux, tandis que les secours se sont précipités sur les lieux pour éteindre l'incendie et mener les opérations de sauvetage.

Nigeria: 17 policiers tués la semaine dernière lors d'une attaque



La police nigérienne a annoncé samedi la mort de 17 de ses agents, tués le 8 mai lors d'une attaque jihadiste perpétrée contre un centre d'entraînement dans le nord-est du Nigeria, épicentre d'une insurrection islamiste.

Dix-sept policiers sont morts vendredi dernier «à la suite d'une attaque terroriste contre l'Ecole des forces spéciales de l'armée nigérienne», dans l'Etat de Yobe, où ils suivaient une formation, a annoncé dans un communiqué la police, évoquant une «attaque coordonnée» nocturne sur l'installation.

L'armée nigérienne avait indiqué, au lendemain de cette attaque, avoir tué au moins 50 jihadistes lors d'affrontements sur cette base, mentionnant la mort de deux soldats.

Selon elle, les insurgés étaient morts alors que les militaires repoussaient une attaque coordonnée de l'ISWAP sur le quartier général de la 27e Brigade de la ville de Buni Gari et le poste de contrôle de cette ville, située dans l'Etat de Yobe.

Une source du renseignement, qui souhaite garder l'anonymat, avait alors confirmé à l'AFP l'attaque ainsi que la riposte de l'armée.

Nouvelles frappes sionistes au Liban



De nouvelles frappes sionistes ont visé dimanche l'est et le sud du Liban, selon l'Agence libanaise d'information (ANI) malgré une nouvelle prolongation de la trêve entrée en vigueur le 17 avril.

Deux frappes sionistes ont visé la localité de Sohmor dans l'ouest de la région de la Bekaa (est), a rapporté l'ANI. Dans le sud, de nouvelles séries de frappes ont visé des localités dans les régions de Nabatiyé et de Tyr, selon la même source.

Le bilan des frappes sionistes au Liban dépasse les 400 morts depuis le début de la trêve, d'après un décompte réalisé par des médias et fondé sur des chiffres officiels.

Le Liban fait face depuis le 2 mars à une série d'agressions sionistes ayant fait près de 3.000 martyrs et plus d'un million déplacés, selon les chiffres officiels.

EDITORIAL

Par Abdou BENABBOU

L'AÏD ET SON INTERPELLATION À L'IMPÉRATIVE RETENUE

Les préoccupations axées sur la finalité de l'année scolaire des enfants ont déplacé le centre d'intérêt des parents quelque temps fixé sur l'Aïd El Adha imminent. Nombreux sont ceux qui affirment que les fêtes ne sont plus comme avant et les célébrer aujourd'hui a revêtu un air de nostalgie pour être perçues à la limite comme une corvée. Ne serait-ce leur caractère religieux sacré, des ménages se disent aptes pour s'en passer. La lourde empreinte économique avec ses appels à la retenue et à la restriction financière impose sa loi pour que le festif appartienne au passé.

L'heure serait plutôt au souci tenace et de plus en plus visible à l'obligation de garantir un confortable futur à sa

progéniture en s'efforçant de l'armer pour assurer son avenir. L'éducation scolaire a pris l'élève hauteur des étages à atteindre et réclame les premiers sacrifices de la société.

Malgré le colossal apport et soutien de l'Etat en s'engageant avec d'importants frais avec l'importation d'un million d'ovins en provenance de plusieurs pays, il est en fait impossible de satisfaire une demande de plusieurs millions de familles. De plus, il est

difficile d'imaginer qu'une large couche de la population puisse adapter l'humilité de son budget salarial avec la témérité du prix d'un mouton.

Certains s'initieront par divers artifices à affronter la gageure pour que l'Aïd soit honoré. D'autres ne se retiendront pas pour verser dans la démesure. Mais il est indéniable que la fête de cette année aura au moins la faculté de provoquer chez tous une profonde réflexion sur la réalité de la vie d'aujourd'hui. Une halte de quelques jours pour se conformer à la vérité et pour que la société consente à faire la part des choses.

N'est-ce pas là d'ailleurs le vrai sens d'une fête religieuse qui ne doit sa sacralité qu'à son interpellation de l'impérative retenue ?